

L'armée rwandaise a massacré des milliers de réfugiés hutus

DES MILLIERS de tués - de 5 000 à 8 000, selon les organisations internationales sur place - et des centaines de blessés : l'opération menée, samedi 22 avril, par l'armée rwandaise pour fermer le camp de réfugiés de Kibeho, dans le sud-ouest du Rwanda, a tourné au massacre délibéré. L'Armée patriotique rwandaise, à majorité tutsie, serait intervenue alors que plusieurs milliers de réfugiés hutus cherchaient à s'abriter de très fortes pluies. L'armée a « tiré dans la foule », ont rapporté des témoins. Selon un responsable de la mission de l'ONU, les soldats « se sont comportés comme des barbares ». « Ils ont tiré dans le dos sur des femmes, des enfants, des vieillards, sachant pertinemment que ce n'étaient pas des miliciens hutus », a renchéri un équipier de Médecins sans frontières. Du fait de la volonté du gouvernement de fermer les camps, des dizaines de milliers de déplacés errent sur les routes de la région.

Lire pages 12 et 18

M. Jospin veut incarner le changement face à M. Chirac

Une droite divisée, une extrême droite renforcée et une gauche minoritaire après le premier tour de la présidentielle

LE PREMIER TOUR de l'élection présidentielle, dimanche 23 avril, a placé en tête M. Jospin, candidat du PS, avec 23,31 % des voix - selon nos calculs -, devant M. Chirac (RPR) avec 20,73 %. M. Balladur (RPR), qui a obtenu 18,54 % des voix, est donc éliminé du second tour. M. Le Pen, avec 15,07 %, progresse par rapport au premier tour de l'élection présidentielle de 1988 (14,39 %). M. de Villiers, avec 4,75 % des voix, obtient un résultat très inférieur à ses espérances. A gauche, M. Hue (PCF) n'a pas tout à fait retrouvé, avec 8,69 % des voix, le score de son parti aux législatives de 1993. Arlette Laguiller (Lutte ouvrière) obtient son meilleur score, avec 5,32 %, tandis que Dominique Voynet (Verts) fait reculer celui des écologistes à 3,32 %. M. Jospin entend incarner, durant sa campagne du second tour, le « vrai changement » face à M. Chirac. Le PCF a prévu de réunir son comité national le 26 avril pour arrêter son attitude. M. Balladur a indiqué, dimanche soir, qu'il votera pour M. Chirac le 7 mai. M. Le Pen attendra le 1^{er} mai pour donner, a-t-il dit, ses « consignes de vote ». Lundi matin, M. Juppé, sur RTL, a estimé que les électeurs de M. Le Pen ont « des préoccupations légitimes qu'il faut prendre en considération », parmi lesquelles « la préservation d'une certaine forme d'identité nationale ».



LE PARI RÉUSSI DE LIONEL JOSPIN
Pariant sur la dynamique qu'il a su créer, le candidat socialiste compte mettre en valeur Martine Aubry, qui apparaîtra comme son futur premier ministre. p. 2

LA DÉCEPTION DE JACQUES CHIRAC
La deuxième place du maire de Paris est une déconvenue pour les chiraquiens, qui devront composer avec les balladuriens. p. 3

L'AVENIR D'ÉDOUARD BALLADUR
Tout en annonçant qu'il votera pour Jacques Chirac le 7 mai, le premier ministre entend profiter de son score pour continuer son combat politique. p. 4

LA PRESSION DE L'EXTRÊME DROITE
Avec le meilleur score jamais obtenu par le Front national, Jean-Marie Le Pen embarrasse la droite. p. 5

LA STABILITÉ DU PCF
Robert Hue n'a pas réussi à égaler le score communiste aux législatives de 1993. p. 6

LES SONDAGES EN ACCUSATION
Sur les plateaux de télévision, les responsables politiques s'en sont pris aux sondeurs p. 7 et 11

LES RÉACTIONS A L'ÉTRANGER p. 8

Exigence de clarté

A-T-ON assez dit que la France était inquiète, mal dans sa peau, troublée ! La voici qui le manifeste, une fois de plus, à travers le refus qu'elle vient d'opposer à celles et ceux qui la mettaient par avance sur les rails d'une nouvelle hégémonie. Le RPR allait simplement chasser le dernier socialiste en situation de le contraindre, pour que, la parenthèse fermée, l'ordre naturel des choses reprenne le dessus. Eh bien, ce sera plus compliqué ! L'élection, donc, n'est pas jouée. Certes, le rapport des forces entre la droite

- au sens large du terme, puisque la droite de la droite s'est une nouvelle fois élargie - et la gauche, repliée sur son noyau dur, reste stable et déséquilibré au bénéfice de l'actuelle majorité parlementaire, dans une proportion qui, dans tout autre scrutin, serait sans recours. Mais la compétition s'est rouverte. En premier lieu, parce que ce partage binaire cache d'autres clivages : d'une part, entre la droite, la gauche et les extrêmes ; d'autre part entre les partis de gouvernement et ceux qui se consacrent à la protestation et qui, dans chaque camp, progressent.

J.-M. C.

Lire la suite page 8

La famille éclatée des instituteurs

Une enquête du ministère de l'éducation sur les 300 000 maîtres de l'école primaire met en évidence un écart croissant entre générations et des approches de plus en plus diverses du métier. p. 15

Entreprises : la mondialisation des marques

Les grands groupes abandonnent les marques locales pour développer une communication unique afin de moderniser leur image. p. 19

Des microdisques contre les tumeurs cérébrales

Des neurochirurgiens implantent sur le cerveau des microdisques pour tenter de neutraliser l'évolution du cancer. p. 22

PolyGram se rêve « major » européenne du cinéma

La filiale de la multinationale du disque, elle-même filiale de Philips, veut s'imposer comme une « major company » comparable aux grands studios américains. p. 23

Les éditoriaux du « Monde »

Le Rwanda à la dérive ; Les « fous de Dieu » de l'Occident. p. 18

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 800 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 350 DR ; Irlande, 140 £ ; Italie, 2700 L ; Luxembourg, 48 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Esc ; République, 9 F ; Sénégal, 800 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Qui a voté pour qui ?

LE SONDAGE « sortie des bureaux de vote » réalisé pour France 2, Europe 1, Paris-Match et Le Monde par BVA, dimanche 23 avril, auprès de 6 343 électeurs venant de voter montre que, si Lionel Jospin a su mettre un terme à la baisse tenace du PS en captant les suffrages d'une partie des classes moyennes, il n'est pas parvenu pour autant à rassembler les électeurs jeunes et populaires. Ces électeurs, longtemps acquis à la gauche, ont été séduits par Jacques Chirac pour ce qui concerne les jeunes et par Jean-Marie Le Pen pour l'électorat populaire, alors qu'Edouard Balladur a attiré les suffrages de l'électorat qui s'était

porté sur l'ancien président du RPR en 1988.

Au moment où les deux candidats en lice pour le second tour vont tenter d'incarner le mieux le changement, le maire de Paris dispose d'un meilleur crédit que M. Jospin en la matière. Cette situation favorable est confirmée par le rapport de forces très favorable à la droite qui se dessine pour le 7 mai. M. Chirac apparaît le mieux placé, même si le bon score du candidat socialiste doit permettre à ce dernier de susciter une dynamique de rassemblement des voix qui se sont notamment portées sur Arlette Laguiller et sur Robert Hue.

Lire pages 10 et 11

Les mémoires de la Shoah

EN 1981, une jeune étudiante de la petite ville allemande de Passau décida avec enthousiasme de participer à un concours national patronné par le président de la RFA sur l'histoire du pays. Son sujet de mémoire était tout choisi : la résistance héroïque des habitants de Passau à l'emprise des nazis. Le sujet avait été évoqué en classe et Anja Elisabeth Rosmus ne doutait pas de compléter harmonieusement l'histoire. Elle déchantait. Du jour au lendemain, les docu-

ments nécessaires à ses recherches lui furent interdits. Le bibliothécaire lui refusa tout net l'accès aux archives de la ville. Plusieurs personnes autrefois amies lui opposèrent soudain un silence effrayé ou réprobateur. Elle défia les menaces, mais les vieux souvenirs mirent la communauté en émoi. Et l'évidence s'imposa : c'est avec zèle et fanatisme que la majorité de la ville avait soutenu Hitler. Insultée, plusieurs fois agressée, elle dut faire ses valises.

Ce n'est pas un hasard si la plupart de nos interlocuteurs allemands sur la mémoire de la Shoah commencèrent par conter l'histoire de l'étudiante Rosmus. Alors que les médias et les politiques d'outre-Rhin affrontent désormais avec courage les questions du nazisme et du génocide, les familles, elles, continuent de s'abstenir « de regarder sous le tapis », murées dans un silence profond concernant leur propre histoire, et liées, explique la parente

d'un dignitaire nazi, « par une toile d'araignée collante qui transforme chacun en complice ou en traître, au choix ».

Le silence... Enquêter, un demi-siècle après, sur les mémoires de la Shoah, en France, aux Etats-Unis, en Allemagne, c'est d'abord enquêter sur le silence. Le silence asphyxiant, le silence contraint, le silence « toxique ». D'abord celui des survivants, ces déportés qu'on a fait taire en refusant de les entendre, eux qui avaient tant à dire à leur retour des camps. Celui ensuite auquel ont été confrontés leurs enfants, ces miraculés qui ne devaient pas naître puisqu'eux même ne devaient pas vivre, et qui, en même temps que l'espoir, portent en eux, dans leurs os, la douleur de la Shoah. Celui enfin que l'on oppose aux fils de bourreaux, nés innocents, qu'un héritage infernal, la peur de racines « empoisonnées », condamne souvent à des vies de cauchemar.

Ce sont leurs paroles à eux tous qu'on est allé quêter, et le legs de leur mémoire qu'on a voulu cerner en sortant de l'abstraction des chiffres, des rapports administratifs, des photos en noir et blanc. Ce n'est pas une étude sur le passé, que des anniversaires continueront de commémorer jusqu'au prochain 8 mai. C'est une enquête dans leur présent. En n'oubliant jamais, avec Simon Wiesenthal, que six millions, c'est 1+1+1+1...

Annick Cojean

Lire le début de notre enquête page 17

L'hommage aux morts d'Oklahoma City



BILL CLINTON

« LA JUSTICE l'emportera sur les forces du mal », a lancé, dimanche 23 avril, le président Clinton lors de la cérémonie funèbre en hommage aux victimes de l'attentat d'Oklahoma City. Sa présence sur les lieux du drame et sa volonté que la peine de mort soit requise contre les coupables lui valent un fort courant de sympathie en Oklahoma. Soixante et onze morts ont été comptabilisés et cent cinquante personnes sont portées disparues. Un déserteur, David Thigpen, a été appréhendé en Californie. Son signalement serait celui du second suspect dont le portrait-robot avait été diffusé après l'attentat. Le premier, Timothy McVeigh, a été arrêté et inculpé.

Lire pages 18 et 27

Après le décès de son mari, Artur London - héros malgré lui de L'Aveu -, Lise London reconstitue ses souvenirs de Résistance.



Editions du Seuil





PREMIER TOUR Avec 23,24 % des voix, Lionel Jospin est arrivé, dimanche 23 avril, en tête du premier tour de l'élection présidentielle. Ce

résultat, qui place le candidat socialiste 9 points au-dessus du niveau de la liste conduite par Michel Rocard aux élections européennes, permet à l'ancien ministre de l'éducation na-

tionale d'envisager, déjà, une rénovation du PS. ● **SECONDE TOUR.** M. Jospin se lance dans la campagne du second tour avec un meeting lundi 24 avril à Valence. Son slogan se-

ra : « Un président pour le vrai changement ». ● **« TICKET ».** Le candidat socialiste compte se présenter en association avec Martine Aubry, ancien ministre du travail, qui apparaîtra

comme son futur premier ministre en cas de victoire. Il compte mettre en avant des thèmes susceptibles de rassembler la gauche, mais, aussi, de diviser la droite, notamment l'Europe.

Lionel Jospin parie sur la dynamique qu'il a créée

Le candidat socialiste, arrivé contre toute attente en tête du scrutin, estime que le rassemblement de la gauche se fera facilement le 7 mai. Il espère parvenir à déstabiliser son adversaire de droite en mettant en avant l'Europe et le « vrai changement »

DANS son premier entretien de candidat à la candidature, accordé au *Monde* du 11 janvier, Lionel Jospin avait affirmé cette certitude : « Si l'on propose un projet aux Français, avec des propositions concrètes, autour d'une volonté, je suis sûr qu'on peut redonner espoir et entraîner. » Ce premier pari-là est gagné. L'espoir est revenu chez les socialistes, et l'on ne doute plus de ce côté des capacités d'entraînement d'une gauche qui n'aura plus guère de difficultés à se rassembler.

« Inespéré » : c'est le mot qui revenait le plus souvent, dimanche 23 avril au soir, dans l'entourage du candidat socialiste, qui, lui-même, n'avait jamais imaginé d'arriver en tête de ce premier tour. M. Jospin ne doutait pas de sa présence au second tour, mais de là à envisager que les deux compagnons-ennemis du RPR se retrouveraient au coude à coude derrière lui, nul, dans son état-major, n'avait eu la hardiesse de bâtir un tel schéma.

Et pour cause ! Pas un sondage, depuis le démarrage de cette campagne, ne l'avait placé à un tel niveau. Ces dernières semaines, M. Jospin paraissait irrémédiablement « scotché » sur un socle de 20 %-21 %, ce qui était déjà considéré comme une performance. Les élections européennes de juin 1994 avaient laissé un Michel Rocard par terre et un PS traumatisé par ce score de 14,49 %, véritable plaie ouverte sur le corps chétif d'un parti fatigué. C'était encore 3 points de moins qu'aux élections législatives, déjà désastreuses, de mars 1993. Dans ces conditions et venant, de surcroît, après le « mirage » Delors de l'automne, atteindre la barre des 20 % était plus qu'un symbole : une résurrection.

Marqué, parfois à son corps défendant, par le grand modèle mitterrandien, l'état-major de M. Jospin n'a toujours pris comme élément de comparaison dans cette campagne qu'une seule élection présidentielle. Non pas celle, trop particulière, de 1988, dérangée par le mythe de la « France unie », forgé par un président sortant, mais celle de la première « vague rose »

de 1981. Les 25,84 % obtenus au premier tour par la « Force tranquille » de M. Mitterrand avaient toujours été considérés comme « la » référence, l'objectif idéal à approcher au plus près. M. Jospin en est à moins de 3 points. Les mitterrandistes eux-mêmes risquent d'en être tout remués.

RÉNOVATION

D'ores et déjà, celui que Jack Lang avait qualifié de « loser » a ramené ses détracteurs à plus de modestie. Quoi qu'il advienne dans quinze jours, M. Jospin restera celui qui aura sorti la tête de son parti hors de l'eau, lui aura redonné confiance en lui-même. Il n'était que de voir, dimanche soir, la mine d'Henri Emmanuelli pour comprendre que celui-ci avait parfaitement intégré le fait que son siège de premier secrétaire pourrait s'en trouver, demain, un peu bancal. Puisque ce n'est fort heureusement pas le sujet du jour, chacun, bien sûr, se dispensera d'évoquer la question, mais le premier tour promet un « troisième tour » à l'intérieur du PS, qui pourrait im-

poser une profonde rénovation.

A écouter les uns et les autres dans ce parti, M. Jospin a littéralement « bluffé » ses camarades socialistes. Il y a eu plusieurs façons de l'admettre. Version Emmanuel : « Lionel Jospin a remis la campagne sur ses jambes. » Version Jean-Luc Mélenchon : « La manière dont il s'est adressé au pays a été entendue. » Version Michel Rocard : « Les Français sont allés au plus sérieux et au plus rigoureux. » Malgré une difficulté évidente à s'octroyer un rôle dans le « vaudeville » Balladur-Chirac, M. Jospin n'a pas varié d'un pouce dans la conduite de sa campagne du premier tour et il a parié sur la capacité des Français à entendre le sérieux de ses propositions et à reconnaître l'honnêteté de sa démarche.

M. Jospin a pu restaurer, à gauche, une certaine qualité de débat et, ce faisant, être plus crédible pour actionner dans ce camp, sans jamais en utiliser le terme, le levier du « vote utile ». Ce levier a fonctionné. Beaucoup d'élus locaux ont été surpris de voir cette mobilisation de la gauche dans leurs bu-



reaux électoraux. Il semble également, contrairement à toutes les estimations, qu'une partie de la jeunesse ait également éprouvé, ces derniers jours, une certaine attirance pour un candidat handicapé, au départ, par sa blouse grise de professeur.

CONTRE L'IMMOBILISME

Pour la campagne du second tour, que M. Jospin devait entamer dès lundi à Valence, dans la Drôme, la mobilisation de toute la gauche n'est plus un souci. Pas plus qu'avant dimanche, l'état-major de M. Jospin ne doute d'un ralliement en bonne et due forme des communistes. Arlette Laguiller s'abstiendra au second tour, mais en déclarant qu'elle ne saurait « empêcher de voter Jospin », la candidate de Lutte ouvrière va plus loin qu'espéré. Malgré les prévisions de Dominique Voynet, le report des écologistes devrait être, également, satisfaisant. Lors de son dernier meeting, à Lille, le 20 avril, M. Jospin avait déjà donné quelques gages en s'engageant pour l'arrêt de l'exploitation de la centrale atomique Superphénix de Creys-Malville.

Sur le papier, le rapport gauche-droite demeure arithmétiquement favorable à la droite. Avec un Parti communiste qui ne retrouve globa-

lement que la moitié de son score de 1981, l'ensemble PS-PCF pourrait plutôt être comparé au résultat obtenu par M. Mitterrand, candidat de la gauche unie, à l'élection présidentielle de 1965. M. Jospin a créé, cependant, la dynamique. Le rapport psychologique et l'idée qu'« impossible n'est pas Jospin » peuvent changer la donne. « Maintenant, c'est une affaire de foi, de cœur et d'idéal », confiait Jacques Delors. « Le meilleur atout de la droite, expliquait M. Jospin, dans le même entretien au *Monde*, c'est l'idée, partout répandue, qu'on ne peut pas la battre. Si nous changions cela, nous pourrions gagner. »

Les jospinistes ont toujours pensé que M. Balladur aurait été un adversaire de second tour moins coriace que M. Chirac, parce qu'il n'avait pas pris sur le RPR et que les reports du camp Chirac auraient été, selon eux, politiquement moins corrects. Pour autant, ils ont conscience d'avoir désormais, face à eux, un maire de Paris « psychologiquement déstabilisé », condamné à l'« immobilisme » pour ne pas mécontenter les nationaux-populistes, côté Front national, sans désespérer en même temps les libéraux-centristes de l'UDF et du balladurisme recyclé.

Pour confondre cet immobilisme, M. Jospin compte immédia-

tement s'engouffrer dans la voie du changement. « Un président pour le vrai changement », ce sera précisément son slogan pour ce second tour. Plus qu'il ne l'a fait jusqu'à présent, il devrait développer abondamment ses thèses européennes, convaincu qu'il peut, sur ce terrain miné à droite, faire éclater un peu plus, aux yeux des Français, les contradictions de M. Chirac.

Son autre objectif sera de confirmer ses qualités d'homme d'Etat, capable de présider au destin du pays. Un gros travail reste à faire, mais l'un de ses lieutenants, revenu en première ligne, Jean-Christophe Cambadélis, est confiant. « Dimanche soir, confiait-il, un nouvel homme politique est né. A nous de donner de l'amplitude à ce personnage. » Le thème de la « Force tranquille » n'est pas loin. Enfin, garanti désormais d'une certaine quiétude au sein du PS, M. Jospin pourrait commencer à vendre l'idée d'un « ticket » avec Martine Aubry dans le rôle de futur premier ministre. A Lille comme à Lyon, des milliers de militants l'ont déjà plébiscité. Les « Martine ! Martine ! » qui ont été scandés dans les meetings en ont fait foi. Le « candidat-citoyen » ne pouvait pas ne pas les entendre.

Daniel Carton

« Unir le meilleur de nos idées et de nos forces »

« LES CONDITIONS de l'espoir sont créées », a déclaré Lionel Jospin dimanche 23 avril. Après avoir remercié ceux qui lui avaient accordé leur confiance et qui l'avaient placé en tête du scrutin, le candidat socialiste a salué ses « concurrents, ceux que j'ai combattus parce que la démocratie ne va pas sans conflits, mais ce n'est pas pour autant une guerre, et naturellement ceux dont je suis proche par les idées et les projets. »



VERBATIM

« Je veux me tourner vers vous tous, a ajouté le candidat du PS en évo-

quant le second tour du scrutin, Français et Françaises, qui attendez un vrai changement. Je vous appelle à vous rassembler autour de mes propositions. Elles répondent aux problèmes que vous rencontrez et, en même temps, elles voient loin. Par leur cohérence, par les valeurs dont elles s'inspirent, elles permettront d'assurer au pays une prospérité partagée et redonneront confiance à notre jeunesse. »

M. Jospin a terminé sa déclaration en ces termes : « A tous, je veux dire : ensemble préparons l'avenir. Rassemblons-nous, unissons le meilleur de nos idées et de nos forces et nous les ferons bientôt triompher dans l'intérêt de tous, dans l'intérêt de la République, dans l'intérêt de la France ! »

Surprenante victoire, amère surprise et douce défaite

EVA JOSPIN s'approche de deux amies. Inquiètes, elles l'interrogent. « Tu sais quelque chose ? » « Papa est à 23 %, en tête », leur répond-elle doucement, d'un ton calme, presque trop sage pour ses vingt ans. Il n'est pas encore 20 heures, au siège de campagne du candidat socialiste, et « on » sait. On sait l'incroyable, l'inspéré, l'inraisemblable résultat du premier tour. On sait, mais on hésite encore à croire. Au même instant, à la Maison de la chimie, où les militants socialistes se sont réunis, la rumeur enfle, court de groupe en groupe. « Jospin, premier ! », murmure-t-on autour du buffet. « Non, c'est pas possible. » « Arrête de délirer. » Jospin premier, même Gérard Le Gall, l'expert des sondages du PS, n'en revient pas. De quart d'heure en quart d'heure, les chiffres grimpent, grimpent et l'expert plane. « Je suis sur un petit nuage », avoue-t-il. Daniel Vaillant, le directeur de la campagne, raconte : « Il y a deux mois, j'ai rapporté à Jospin qu'un de mes amis sondeurs n'excluait pas qu'il arrive en tête. Il s'est marré et m'a dit : « Je ne veux plus t'entendre me raconter ce genre d'histoire ! »

Lorsque, à 20 heures, la télévision confirme la rumeur, une bourrasque d'enthousiasme secoue le patio, rue du Cherche-Midi. Lionel Jospin, en bras de chemise, s'avance sur la courbe et lève le pouce, en signe de victoire, avant de disparaître rapidement dans son bureau, en compagnie de ses plus proches conseillers, pour achever de rédiger sa déclaration. Agglutinés devant les écrans, les

militants ont les yeux éblouis. « On a gagné ! Jospin, président ! », s'exclament-ils. « Pour le champagne, on verra le 7 mai », lance, prudent, Jean Glavany, porte-parole du PS. Eva, enfin, s'épanche comme une fille de vingt ans : « Je suis contente et émue. Quand il a appris ce résultat, mon père a eu la larme à l'œil. »

Mais où est Claude ? Avenue d'Iéna, au siège de campagne de Jacques Chirac, on cherche en vain le visage de l'autre fille de candidat, pour y lire le bonheur ou le dépit. Omniprésente d'habitude, Claude n'est pas là, ce soir, sous l'immense tente dressée pour accueillir la foule des partisans du maire de Paris. On a prévu grand, très grand, et des pommes, beaucoup de pommes, dix-sept variétés paraît-il. Moins d'une demi-heure avant l'heure fatidique, il y avait ceux qui savaient, mais qui ne voulaient pas le croire, et ceux qui ne savaient pas et qui s'y croyaient encore. Pour ceux-là, la nouvelle fait l'effet d'une douche glacée. « C'est pas vrai », « Non, c'est pas possible », s'exclament des sympathisants.

Le nom de Lionel Jospin, cité sur les écrans de télévision, provoque des huées rageuses. A ce premier choc s'ajoute une grande inquiétude : il est encore impossible de départager les deux candidats issus du RPR. « On a la droite la plus connue du monde », lâche, vengeur, un homme à ses côtés. Une femme âgée s'approche des journalistes : « J'ai soixante-douze ans, ça fait quatorze ans que je vote pour Jacques Chirac. Je ne veux pas mourir sous le socialisme ! »

« Mais comment peuvent-ils se

tromper autant ? », s'interroge une sympathisante. Maudits sondages... Lorsque, enfin, Jérôme Jaffré annonce sur le petit écran un duel Jospin-Chirac pour le second tour, il est accueilli en sauveur. Bien-aimé sondeur... Le bonheur, malgré tout, ne parvient pas à effacer l'inquiétude. La présence de leur candidat acquiesce, les sympathisants soupirent : « C'est pas gagné, ça va être dur, dur. » « Il y a trois mois, si on nous avait proposé de signer pour ça, on aurait signé des deux mains », observe un des apparatchiks du RPR, Yves Les-

« Il y a deux mois, j'ai rapporté à Jospin qu'un de mes amis sondeurs n'excluait pas qu'il arrive en tête. Il s'est marré et m'a dit : « Je ne veux plus t'entendre me raconter ce genre d'histoire ! »

sard, pour soulager la déception générale. La déclaration de Jean-Marie Le Pen ramène les petits groupes vers les écrans. « Chirac n'a pas assez parlé de l'immigration et, du coup, les électeurs l'ont voté de droite vont chez le Pen », déplore une jeune fille. Pierre Lellouche, conseiller diplomatique de Jacques Chirac, confirme : « On n'a pas fait notre boulot sur cette question. »

Le visage d'Edouard Balladur décline une bronca, et les premiers mots de sa déclaration sont noyés sous les sifflets et les quolibets. Ils cessent et se transforment en vague de sympathie quand le rival

annonce qu'il votera pour le maire de Paris. Mais il faudra encore attendre l'apparition rapide de Jacques Chirac, vers 22 heures, pour qu'enfin les sympathisants se laissent aller à exprimer leur espoir. Le bonheur, se disent-ils, n'est repoussé que d'une quinzaine. « Chirac, président ! », osent enfin les militants.

Olivier, Philippe et Lionel sont formels : « On fera tout pour que Chirac gagne, parce que quatorze ans de socialisme, ça suffit ! » Ils sont jeunes, ils sont balladuriens. Rue de Grenelle, au siège de cam-

pagne du premier ministre, l'espoir vient de s'envoler. Et c'est le candidat lui-même qui l'a tué. Il est 21 h 30 et Edouard Balladur rappelle sèchement à l'ordre ses partisans. Interrompu par les sifflets, lorsqu'il cite le nom de Jacques Chirac, le premier ministre n'apprécie pas du tout cette impolitesse militante. « Je vous demande de vous arrêter ! Laissez-moi faire ma déclaration ! », lâche-t-il, excédé.

Cette fois, c'est donc sûr, leur champion ne figure pas au second tour. Ils ne l'ont pas cru tout de suite. A 20 heures, selon l'écran de télévision devant lequel ils se tenaient, les partisans d'Edouard Balladur avaient la mine triste ou le regard plein d'espoir. France 2 et BVA, qui donnaient les estimations les moins favorables, étaient maudits, France 3 et CSA, TF 1 et la Sofres étaient chéris. Les responsables de la campagne ne se faisaient plus guère d'illusions. Mais que la défaite paraît douce. « On nous avait promis la mort, et nous sommes vivants », résume Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine. « Nous panserons nos plaies après le deuxième tour, pour le moment, on va se battre », affirme-t-il. Stéphane, lui, a la rancune tenace : « Moi, je vais voter contre Chirac au deuxième tour. » D'un haussement d'épaules, ses copains le désavouent.

Jean-Marie Le Pen a deux filles. A l'annonce du score du président du Front national, elles laissent exploser leur joie. « Champagne ! », s'écrie Marine, qui se précipite sur son père pour l'embrasser. Il lui rend son baiser, distrait. Son visage est blême. Au QG de campagne du dirigeant d'extrême droite, chacun réalise brutalement que, jusqu'au bout, il s'est cru assuré de figurer au second tour. Il peste contre tout, et surtout contre les sondeurs qui ont « manipulé l'élection ». A ses côtés, son épouse tente de l'apaiser. « Mais c'est bien tout de même, 15,7 %, c'est une petite victoire. Moi, je me bats pour gagner », lui rétorque sèchement M. Le Pen.

La famille communiste n'aime pas les journalistes. Au siège de l'Humanité, la presse est confinée dans une salle de conférence, loin des responsables. Robert Hue s'est enfoncé au dernier étage, avec les membres du bureau national, qui corrigent la version initiale de sa déclaration. A l'annonce du résultat donnant Lionel Jospin en tête, un seul militant laisse échapper un applaudissement, vite réprimé. Des journalistes, chez Arlette Laguiller, on n'en a jamais vu autant. Ils sont presque aussi nombreux que les militants, ce soir, dans la salle du Palais des congrès louée pour l'occasion. « De toute façon, ce sont des élections bourgeoises », lance, prudent, l'un d'entre eux. Lorsque de nouvelles estimations confirment que leur candidate devance Philippe de Villiers, un autre s'exclame : « C'est la révolte des manants ! » Arlette, ravie, un go-belet de plastique rempli de vin rouge à la main, trinque au remboursement de ses frais de campagne.

Chez Philippe de Villiers, les jeunes militants ont amené leurs parents. Ils ne comprennent pas comment « le socialiste » a bien pu passer en tête. Enfin, s'exclame l'un d'eux, « le principal est qu'il soit remboursé de ses frais de campagne, puisqu'il est le seul candidat honnête ! » Il n'aura même pas cette satisfaction-là. La déception est forte aussi, parmi les partisans de Dominique Voynet, même s'ils confessent avec humour être habitués « aux scores confidentiels ». Quand le visage de Lionel Jospin apparaît sur les écrans, les militants demandent le silence. Respectueux. A moitié consolés, Jospin, c'est quand même un peu la famille.

Récit de la séquence France

Jacques Chirac va devoir tenir compte des balladuriens et de l'extrême droite

Le score du maire de Paris a déçu ses partisans

Alors qu'ils attendaient leur champion en tête du premier tour, les chiraquiens ont enregistré une amère déconvenue avec la deuxième place

du maire de Paris. Celui-ci passe à peine le cap de 20 % des voix. L'ancien président du RPR devra composer avec les balladuriens, dont le hé-

raut n'est pas laminé, et avec l'extrême droite, qui va désormais exercer une pression sur le représentant de la droite au second tour.

LES RÉSULTATS du premier tour de l'élection présidentielle sont d'abord une immense déception pour les chiraquiens. Jacques Chirac réalise un score médiocre, et il n'arrive qu'en deuxième position, derrière l'inattendu Lionel Jospin. Ils font naître, ensuite, une certaine inquiétude chez les amis de l'ancien président du RPR. Avec plus de 15 % des voix, Jean-Marie Le Pen exerce une pression extrémiste dont M. Chirac se serait bien passé. Ils devraient inciter, aussi, à beaucoup d'humilité dans ce camp-là et susciter une réconciliation rapide avec les balladuriens, doublée de gestes significatifs à leur égard. Enfin, ils sont tout de même gros d'espoir, car le potentiel de la droite et de l'extrême droite frise les 60 %.

Depuis que les sondages avaient révélé, à la fin du mois de février, une percée du maire de Paris dans les intentions de vote, nombre de ses partisans s'étaient persuadés que, cette fois-ci, il allait réussir à pulvériser le mur des 20 % des suffrages exprimés et sortir du dernier virage avec une avance confortable pour aborder les quinze jours qui vont jusqu'au second tour, le 7 mai. Las ! Le député de Corrèze n'atteint pas 21 % des voix et il améliore son score de moins de 1 point par rapport au premier tour du scrutin présidentiel de 1988, où il avait recueilli 19,95 % des suffrages. Il progresse de moins de 3 points par rapport aux 17,99 % qu'il avait obtenus en 1981 et d'à peine plus de 4 points par rapport au premier scrutin national dans lequel il figurait : les élections européennes de 1979 (16,31 %). Le député séguiniste Jean de Boishue était assez lucide, dimanche 23 avril, quand il remarquait que « Chirac a toujours eu des problèmes avec les premiers tours ».

Au vu des derniers sondages pu-

bliés légalement - M. Chirac n'y obtenait pas moins de 24 %, et il avait confirmé ce niveau dans les enquêtes non publiées pendant la semaine d'interdiction -, cette contre-performance confirme les craintes de certains proches du maire de Paris, qui voyaient dans la dernière semaine de campagne une période de tous les dangers pour leur candidat. La polémique engagée sur le rôle du gouverneur de la Banque de France, de l'avis de certains chiraquiens, a probablement terni l'image de l'ancien président du RPR au tout dernier moment. Qui pourra dire si, comme l'affirment certains autres, le vote en faveur de M. Jospin pour épargner à M. Chirac un duel avec Edouard Balladur aura été d'un poids quelconque dans le dénouement du premier tour ?

LES « PATRIOTES »

A l'exception notable de Paris, qui lui a donné 32,19 % des suffrages exprimés, M. Chirac réalise ses plus hauts scores dans la France rurale et montagnarde du Massif central et alentours : 49,30 % dans son département de la Corrèze ; 40,98 % dans le Cantal ; 34,54 % dans la Creuse ; 28,80 % en Haute-Vienne ; 26,84 % en Lozère ; 26,03 % dans l'Aveyron ; 25,42 % en Dordogne et 25,29 % dans le Lot. A ces départements, classés parmi les quatorze meilleurs pour le maire de Paris, s'ajoutent la Nouvelle-Calédonie (42,97 %), où il est malgré tout en recul de 31,7 points par rapport à 1988 (les indépendantistes canaques avaient boycotté le scrutin après le massacre d'Ouvéa), la Haute-Corse (31,40 %) et la Corse-du-Sud (30,41 %), les Hauts-de-Seine (26,56 %) et les Yvelines (25,95 %).

Inversement, M. Chirac obtient

ses résultats les plus bas dans tous les départements qui, au nord, bordent la France, de la Seine-Maritime jusqu'au Haut-Rhin, et, au sud, des Bouches-du-Rhône jusqu'à la Haute-Garonne. Le couloir rhodanien s'ajoute à cette carte de l'anti-chiraquisme. Les départements les moins favorables sont l'Isère (15,78 %), le Gard (16,16 %), le Bas-Rhin (16,63 %), le Vaucluse (16,67 %), l'Ariège (16,68 %), le Haut-Rhin (16,72 %) et le Nord (16,85 %). Dans chacun d'entre eux, à l'exception de l'Ariège, le président du Front national, en revanche, réalise des scores supérieurs à 17 % alors que son résultat

« Chirac », dit-elle

Un téléphone portable dans une main, un talkie-walkie dans l'autre, elle paraît presque aussi « agitée » qu'il a pu l'être. Elle est la seule à pouvoir le contacter à tout moment, mais ne l'appelle jamais que par son nom de famille : « Chirac », dit-elle pour parler de son père. Depuis six ans qu'elle a décidé de se consacrer entièrement à la carrière de son père, Claude Chirac demeure discrète sur le véritable rôle qu'elle joue auprès du maire de Paris. C'est à peine si elle concède l'avoir utilement conseillé pour quelques achats de vêtements ou, déjà, lors de la venue de Madonna à Paris, en 1987.

Présente sur les plateaux de télévision comme lors des multiples déplacements en province du candidat, elle joue en fait les « petites mains », qui veillent sur tout, quitte à agacer, parfois, les autres membres de l'état-major chiraquien. A trente-deux ans, elle est l'oreille du maire de Paris, plus sensible, forcément, aux jeunes générations. Elle s'était promis de s'arrêter le 7 mai - si Jacques Chirac gagne - et puis, tout compte fait, elle n'en est plus tout à fait sûre.

national atteint 15,15 %. Le score obtenu par l'extrême droite, auquel s'ajoutent les voix de Philippe de Villiers (4,78 % des suffrages exprimés), constitue une menace inquiétante pour le candidat de la droite au second tour. « Nous allons passer un sale 1^{er} mai », confiait, dimanche soir, le député Frédéric de Saint-Sernin, spécialiste des sondages dans le camp chiraquien, en faisant référence au rendez-vous que donne, chaque année, à Paris, M. Le Pen à ses partisans pour fêter Jeanne d'Arc. Comme il y a sept ans, cette manifestation revêtira une certaine importance, car c'est le moment qu'a choisi le chef de file de l'extrême droite pour donner une « consigne » de vote à son électeur.

Dès avant le premier tour, M. Le Pen a déclaré que M. Chirac n'aurait droit à « aucune voix du Front national ». Même s'il devait se faire dans une proportion inférieure à celle de 1988, le report des voix lepénistes assurera, toutefois, un matelas non négligeable à M. Chirac, qui, tout au long de la campagne, a réaffirmé son aversion pour les thèses extrémistes, mais n'a pas oublié « les patriotes » dans son appel du 23 avril.

Au premier ministre, qui n'a pas mégoté son soutien clair et immédiat - le désistement de M. Chirac en 1981 et de M. Barre en 1988 avait été laborieux - à celui qui a été présenté, pendant des semaines, comme un démagogue, le maire de Paris a adressé un remerciement tout aussi immédiat. Au terme

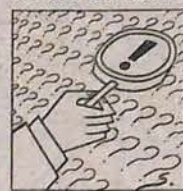
d'une campagne dont la dernière partie a été très dure entre les anciens « amis », l'ancien président du RPR a lancé un appel à la réconciliation avec les balladuriens. « Oublions nos vieux réflexes et nos divisions partisans ! » a-t-il dit, ajoutant : « Nous pouvons nous rejoindre et faire route ensemble. » Il est vrai que les 633 056 voix qui font à peine plus de deux points de différence entre M. Chirac et M. Balladur n'éliminent pas, bien au contraire, les balladuriens du jeu. De toute évidence, les chiraquiens vont devoir composer avec eux.

Au bout du compte, M. Chirac,

La droite est divisée, la gauche relève la tête

Inespéré, le résultat du candidat socialiste le place dans une situation comparable à celle du PS en mars 1986

LA DROITE massivement dominante, mais divisée ; la gauche largement minoritaire, mais présente - et à la première place - pour le second tour de l'élection présiden-



ANALYSE

tielle : le scrutin du 23 avril montre la permanence du paysage politique qui s'est dessiné à la fin des années 80. Depuis 1986, la droite parlementaire réunit quelque 40 % des Français. Depuis la même date, l'extrême droite pèse sur cette droite, dont elle détourne une partie des électeurs, tout en se nourrissant de l'amertume des déçus de la gauche et des réactions de ceux pour qui les gouvernements successifs, droite et gauche confondues, sont responsables de tous les maux de la société.

François Mitterrand, qui calculait que Jacques Chirac et Edouard Balladur devraient se partager 44 % des voix et que ce serait bien le diable si Lionel Jospin n'arrivait pas à se glisser entre les deux, avait raison. Plus encore qu'il ne le croyait, peut-être, puisque Philippe de Villiers a « stérilisé », comme dit Jean-Marie Le Pen, près de 5 % des voix et fait baisser d'autant le total de la droite RPR-UDF, contribuant ainsi à assurer non seulement la présence du candidat socialiste au second tour, mais sa place en tête de la course.

Toutes proportions gardées, la droite et la gauche se retrouvent dans une situation comparable à celle des élections législatives qui avaient débouché sur la première cohabitation. Comme en 1986, M. Chirac se voit à la tête d'une majorité un peu juste, qui lui permet d'envisager raisonnablement d'accéder à la présidence de la République - il y a neuf ans, il s'agissait du poste de premier ministre -, mais à condition de rassembler son camp, d'une part, et d'éviter, d'autre part, le récif du Front national. Le maire de Paris va devoir se livrer à un exercice qui pourrait lui rappeler à la fois les affres de la formation de son gouvernement en 1986 - faire une place à chacun, rassurer les uns, calmer les autres, n'oublier personne - et les contorsions de sa campagne présidentielle de 1988, qui l'avait vu ignorer Jean-Marie Le Pen tout en tendant la main à ses électeurs.

Lionel Jospin apparaît comme un miraculé, à l'égal du Parti socialiste de mars 1986. Il y a neuf ans, les socialistes dépassaient 30 % des voix, et les communistes approchaient encore de 10 % ; le PS est loin, aujourd'hui, de son niveau d'alors, mais, jointes ensemble, les voix de M. Jospin, de M. Hue, de M^{me} Laguille et de M^{me} Voynet se situent au-dessus de 40 %. Le rapport des forces n'a cessé de se dégrader au détriment de la gauche. Cependant, le niveau auquel il se situe aujourd'hui est, à certains égards, inespéré pour celui qui a la charge de la représenter au second tour de scrutin.

En somme, il faudrait, pour avoir une chance de l'emporter, que M. Jospin réussisse face à M. Chirac, en deux semaines, ce qui avait demandé deux ans à M. Mitterrand. Posé en ces termes, le défi est impossible à relever, sauf à souligner la persistance de trois éléments défavorables à M. Chirac : son score relativement faible - l'ex-président du RPR réussit enfin, à sa troisième tentative, à franchir la barre des 20 %, mais pas de beaucoup ; le score de M. Balladur témoigne d'une méfiance tenace, dans les rangs de la droite, envers le maire de Paris ; M. Le Pen, renforcé, est toujours acharné à la perte du chef du parti gaulliste.

La nouvelle progression, même modeste, du Front national est une donnée qui le dispute en importance à la première place de M. Jospin. Alors que son président avait abordé cette nouvelle campagne - la troisième pour lui aussi - sans en attendre beaucoup, le renversement de la situation aux

dépens de M. Balladur, qui captait une partie de son électeurat, et à l'avantage de M. Chirac, son adversaire favori, lui a permis de revenir sur le devant de la scène.

En tête de tous les candidats dans sept départements - le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, la Moselle, la Loire, les Bouches-du-Rhône, le Vaucluse et le Var - et à égalité avec M. Chirac dans les Alpes-Maritimes, le chef de l'extrême droite accroît son audience dans toute la partie est du pays et, singulièrement, dans la région lyonnaise. Les différences entre son électeurat et celui de M. de Villiers sont confirmées par le fait que l'ex-député de Vendée obtient ses meilleurs scores, au contraire, dans « sa » portion de l'Ouest, c'est-à-dire, outre son département, ceux, limitrophes, de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres, et leur pourtour MM. Le Pen et de Villiers portent à eux deux le niveau de l'extrême droite ou de la droite extrême à près de 20 %.

Entre les deux candidats de la droite parlementaire, qui se partagent moins de 40 % des voix, M. Balladur l'emporte sur M. Chirac dans quarante-cinq départements. Là aussi, les différences géographiques sont nettes : le premier ministre devance le maire de Paris en milieu rural et dans des régions marquées par le centrisme, comme la Bretagne ou Rhône-Alpes, par un vieux légitimisme gaulliste, comme la Basse-Normandie, ou par ces deux traditions, comme l'Alsace et la Lorraine. M. Chirac est largement en tête, en revanche, dans son fief du Massif central : le Limousin, où il domine la droite, et l'Auvergne, où le RPR est fortement implanté et où l'appui tacite de Valéry Giscard d'Estaing a porté ses fruits.

MM. Le Pen et de Villiers portent le niveau de la droite extrême à près de 20 %

Le maire de Paris écrase son rival, naturellement, dans sa ville, comme dans l'ensemble de l'Ile-de-France et, particulièrement, dans les Hauts-de-Seine, où la position de Charles Pasqua risque bien de devenir inconfortable. Le vote Chirac est, au total, réservé faite du Massif central et du Sud-Ouest, plus « urbain » ; le vote Balladur, à l'exception du Rhône, de la Loire et des villes de Bretagne ou d'Alsace, plus « rural ». La droite parlementaire n'est majoritaire à elle seule que dans quatorze départements : Paris, la Manche, l'Orne, la Mayenne, le Maine-et-Loire, la Vendée, les Deux-Sèvres, la Haute-Savoie, la Corrèze, le Cantal, l'Aveyron, la Haute-Loire et les deux Corse.

La gauche, toutes familles confondues, ne franchit 50 % des voix que dans l'Ariège et l'Aude, ce qui est assez dire sa faiblesse. Ses zones de force - relative - restent le Nord du pays (Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne, Seine-Maritime), la Bretagne, le Sud-Ouest, l'Auvergne industrielle (Allier et Puy-de-Dôme). Le Parti communiste, dont le nouveau secrétaire national a su réunifier l'électorat, n'est pas sorti des limites qui sont les siennes depuis dix ans : Robert Hue rassemble les siens, mais il n'agrandit pas la famille. Arlette Laguiller, qui dépasse pour la première fois 5 % des voix, a suscité un vote ouvrier et protestataire sur les terres occupées par le PS et le PCF. Dominique Voynet n'est pas parvenue à ranimer les espérances écologistes des élections régionales de 1992.

Contrairement à ce que pensait Jacques Chirac, l'électorat socialiste n'a pas disparu. Il semble même que le maire de Paris soit le plus apte à le remobiliser. Contre lui.

Patrick Torreau

« Un puissant élan réformateur »

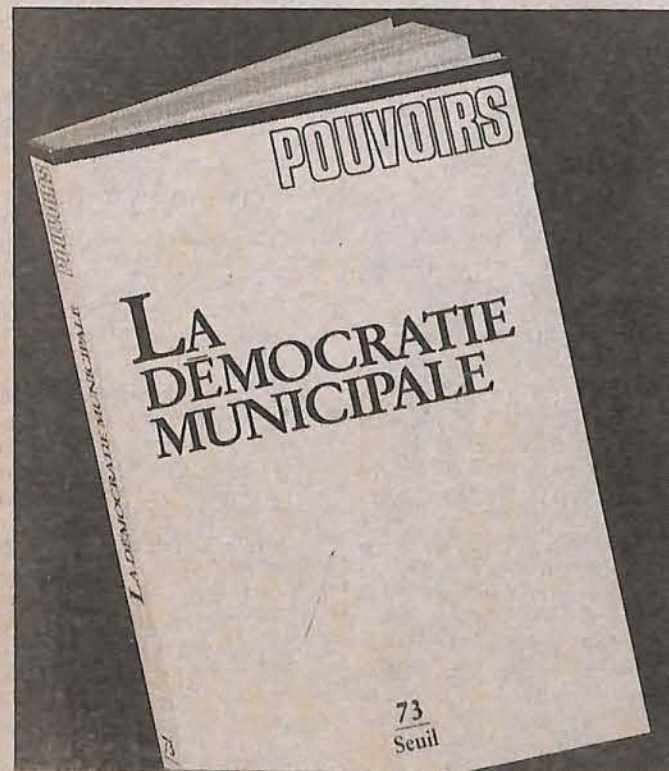
« JE REMERCIE ceux et celles qui se sont reconnus dans mon projet et m'ont fait confiance pour le mener à bien », a déclaré Jacques Chirac, dimanche 23 avril, avant d'ajouter, en se situant tout de suite dans la perspective du second tour : « Merci, aussi, à ceux qui décideront ou qui ont décidé ce soir de me soutenir, au premier rang desquels, évidemment, le premier ministre, Edouard Balladur. »

« A tous les autres, je dis que nous pouvons nous rejoindre et faire route ensemble », a continué l'ancien premier ministre, qui a affirmé que « l'illusion socialiste est aujourd'hui dissipée ». Selon lui, la société « se réveille, plus dangereuse, plus injuste, moins soudée ». « Nous allons devoir rompre avec l'égoïsme, le scepticisme, l'angoisse

de la solitude et la crainte de l'avenir qui ont, hélas ! caractérisé ces dernières années, a-t-il dit. Demain, l'espérance populaire peut s'incarner dans un puissant élan réformateur. »

Le candidat de droite a appelé à le rejoindre « ceux et celles qui sont animés par l'esprit de liberté, la soif de justice, le besoin d'initiative... et tous les patriotes qui croient aux valeurs de la République ». Il a étendu son appel au rassemblement à « ceux qui aspirent à davantage de sécurité dans leur vie quotidienne, qui veulent renouer les solidarités entre générations et entre les différentes parties de notre territoire, qui veulent retrouver l'esprit de conquête dans une Europe en marche et qui veulent la France plus forte et plus juste ».

Le maire de Paris a conclu : « Oublions nos vieux réflexes et nos divisions partisans ! Tous ensemble, nous la construirons, la France pour tous. »



INDISPENSABLE À LIRE ENTRE LA PRÉSIDENTIELLE ET LES MUNICIPALES

Editions du Seuil

73
Seuil

M. Balladur veut profiter de son score pour continuer son combat politique

Le premier ministre souligne la nécessité de la construction européenne

Dès la confirmation, par les estimations des instituts de sondage, de l'avance de Jacques Chirac au premier tour de l'élection présidentielle,

Edouard Balladur a pris acte de ce résultat et annoncé qu'il votera pour le maire de Paris le 7 mai. Toutefois, devant ses comités de soutien,

qu'il réunit lundi 24 avril à Paris, il devait s'affirmer résolu à continuer dans la voie qu'il suit depuis 1988.

L'ORGUEIL est un vilain défaut. Après son expérience de la « chaise à porteurs », lors de la première cohabitation, Edouard Balladur aurait dû se souvenir que ce péché peut conduire en enfer. C'est pourtant pour y avoir cédé, une nouvelle fois, qu'il vient de subir un échec lors d'une élection où il pensait – comme beaucoup d'autres, il est vrai – que la victoire lui serait acquise sans combat. La flatteuse appréciation portée par l'opinion publique sur son action à la tête du gouvernement lui avait donné l'impression qu'il passerait sans difficulté de Matignon à l'Elysée. Le dédain pour son ancien « ami », devenu son rival, l'a longtemps persuadé que celui-ci ne serait pas en état de lui contester la place de représentant de la droite dans la course à la présidence de la République. Lorsqu'il s'est réveillé et a fini par comprendre que, pour gagner, il fallait se battre, il était trop tard.

LA FIN D'UNE BELLE ÉPOQUE

La belle épopée balladurienne prend ainsi fin. Celui qui se flattait d'être un « amateur » en politique doit, aujourd'hui, convenir que pour gagner les batailles décisives, il est préférable d'être un « professionnel ». A ce niveau, la politique est un métier à l'apprentissage fort long. Or, longtemps, M. Balladur l'a côtoyée sans en être lui-même un ouvrier. A côté de Georges Pompidou, à Matignon comme à l'Elysée, comme conseiller de M. Chirac, à partir du début des années 80, il n'était qu'un « serviteur » d'élus, pas lui-même un homme ayant à conquérir un mandat et à rendre des comptes à ses électeurs. Ministre d'Etat de la première cohabitation, il s'était comporté, alors, surtout en gestionnaire des affaires publiques.

La défaite du maire de Paris, en 1988, l'avait convaincu que lui pourrait faire mieux. Alors, mais alors seulement, M. Balladur s'était mué, de haut fonctionnaire reconverti dans les affaires privées, en homme politique. Pendant cinq ans, patiemment, il avait tissé sa toile, attirant les jeunes députés de droite, de toutes obédiences, qui trouvaient en lui l'homme modéré et déterminé, apte, à leurs yeux, à mettre fin à cette guerre des chefs qui avait fait si grand tort au RPR et à l'UDF. Sans en avoir trop l'air, celui qui n'était que le député du quinzième

arrondissement de Paris s'était mis en position d'être le premier ministre incontournable de la deuxième cohabitation, une fois acquis que M. Chirac refuserait de s'installer une troisième fois à Matignon.

Les dénégations n'y changent rien : M. Balladur ne voulait la charge de chef du gouvernement que pour préparer une possible accession à la présidence de la République. Pendant vingt mois, le parcours a été sans faute. Par quelques gestes spectaculaires, il a su se présenter en homme modeste, peu friand de protocole et d'économie des deniers de l'Etat. Toute la communication gouvernementale a été centrée sur lui, pour mettre en valeur l'action du premier ministre. Tant et si bien que, dès la mi-mai 1993, les Français en faisaient, dans les sondages, leur favori pour l'élection présidentielle.

Cette cote auprès de l'opinion publique lui a même permis de se faire pardonner ses erreurs : la tentative de réforme de la loi Falloux, qui avait offert à la gauche l'occasion de montrer qu'elle existait encore ; la création d'un contrat d'insertion professionnelle, le fameux CIP, dont le refus témoignait de la révolte d'une jeunesse contre une société incapable de lui donner du travail ; la démission, à la suite d'ennuis avec la justice, de trois de ses ministres. Sa popularité était telle, que les accusations d'« immobilisme », de « recul à la moindre difficulté », très vite lancées par les

chiraquiens, ne parvenaient pas à l'affaiblir. La marche vers l'Elysée paraissait sans embûches. Cette fois, cependant, la stratégie balladurienne est apparue erronée. Obtenir le soutien de la majorité des parlementaires lui avait paru de nature à favoriser le maillage de relais provinciaux. Le ralliement des principales composantes de l'UDF lui avait semblé suffisant pour se présenter en homme de rassemblement. L'appui de Charles Pasqua l'incitait à parier sur un éclatement du RPR. Or les militants néogaullistes sont restés fidèles à M. Chirac. En se rangeant sous la bannière de son vieil adversaire, Valéry Giscard d'Estaing a permis au maire de Paris de se prévaloir, lui aussi, d'amis centristes. Le ministre de l'intérieur, bien loin de jouer son rôle, a créé, par quelques initiatives malheureuses, de graves difficultés au gouvernement, au plus mauvais moment de la campagne électorale. M. Balladur, qui avait tant brocardé les partis, a découvert qu'ils sont des outils précieux.

L'HONNEUR SAUVÉ

La chute dans les sondages a été évitée par un remarquable changement de pied. M. Balladur a compris, enfin, qu'une campagne ne se joue pas seulement à la télévision. Il a multiplié les meetings, les déplacements en province, acceptant d'écarter son image de grand bourgeois parisien, qu'avait encore soulignée la révélation de son patrimoine, et en se livrant,

apparemment de bonne grâce, aux obligations de tout candidat. Cela n'a pas suffi. Malgré ses dénégations, il n'a cessé d'apparaître comme le « sortant », comme l'homme de la continuité, comme un gestionnaire enfoncé dans le « cercle du possible », alors que les électeurs rêvaient d'un changement capable d'améliorer la situation des exclus, des chômeurs, des salariés. Sa dénonciation de la « démagogie » chiraquienne, sa critique des promesses impossibles à tenir ont accentué son image rigoureuse au moment où les Français voulaient entrevoir des jours moins sévères.

La sagesse balladurienne convenait au régent chargé de remettre la France en état et d'assurer la transition, mais, comme monarque républicain, les Français ne voulaient pas d'un homme qui ne faisait appel qu'à leur raison. Raymond Barre l'avait mesuré à ses dépens en 1988. C'est aujourd'hui le tour de M. Balladur. La défaite de ce dernier n'est toutefois pas totalement comparable à celle du précédent rival de M. Chirac à droite. L'actuel premier ministre peut se dire qu'il a au moins sauvé l'honneur en évitant un trop net décrochage. Le soutien net et sans restriction apporté, dès le soir du dimanche 23 avril, à son ancien ami, ne veut pas dire qu'il sera aveugle. Dans sa déclaration, il met en avant deux thèmes qui lui sont chers : le changement dans la sécurité ; l'approfondissement de la construction européenne. Nul ne peut douter qu'il veillera soigneusement à leur prise en compte par le candidat de la droite restant en lice.

Son score lui permet de préserver l'avenir de ceux qui l'ont suivi, mais aussi le sien propre. Cette campagne a donné le goût de la politique à M. Balladur. Devant ses comités de soutien, qu'il devait réunir, comme prévu, lundi 24 avril, à Paris, il allait expliquer qu'il se prépare à capitaliser l'opinion flatteuse que les Français ont eue de lui tant qu'il était à Matignon et que, pour ses amis et pour lui, le combat ne doit pas s'arrêter au soir du premier tour de l'élection présidentielle. Cette fois encore, il lui faudra se souvenir de l'engagement comparable pris, il y a sept ans, par M. Barre et de ce qu'il en est advenu.

Thierry Bréhier

L'UDF sans avantage ni handicap majeurs

Les dirigeants centristes et libéraux voient leurs positions préservées par le rapport des forces

POUR LA DEUXIÈME FOIS consécutive, les différentes familles de l'UDF vont donc devoir soutenir Jacques Chirac au second tour de l'élection présidentielle, alors que la confédération a été historiquement bâtie pour faire pièce au RPR. Le choix de François Léotard, président d'honneur du Parti républicain, en faveur d'Edouard Balladur, tout comme celui, plus tardif, de François Bayrou, président du Centre des démocrates sociaux (CDS), se trouvent aujourd'hui sanctionnés. L'ambition de M. Léotard d'accéder au poste de premier ministre fait également les frais du scrutin du 23 avril.

Battus, les dirigeants du PR et du CDS le sont donc, mais de justesse. Ils ne risquent pas d'être mis en cause à la tête de leur formation respective

La situation n'est pourtant pas comparable à celle de 1988, quand Raymond Barre, soutenu activement par le CDS et du bout des lèvres par le Parti républicain, avait été défait par M. Chirac. Battus, les dirigeants du PR et du CDS le sont donc, mais de justesse. Ils ne risquent pas d'être mis en cause à la tête de leur formation respective. La remarque vaut tout particulièrement pour M. Léotard, contesté par Alain Madelin et par Charles Millon. Grâce à la bonne tenue de M. Balladur, pour laquelle il a œuvré sans compter, le ministre de la défense, qui avait refusé par avance de rester au gouvernement si M. Chirac l'emportait, est plutôt conforté au cœur de son parti.

Les fidèles de Valéry Giscard d'Estaing, ralliés, eux, à M. Chirac, sont, paradoxalement, dans une situation à peu près similaire. Passés par pertes et profits en cas de succès de M. Balladur, ils voient certes préservé à leur avantage un espace politique que dessinera le vainqueur, notamment lors de la

composition du gouvernement, mais cela ne leur permettra pas des ambitions immédiate. Le résultat suffit quand même à leur bonheur, après les minutes difficiles passées en fin d'après-midi, le 23 avril, lorsque les premières estimations plaçaient M. Chirac sous la menace directe de M. Balladur.

Deux perspectives s'offraient, en fait, pour l'UDF à la veille de l'élection présidentielle : la division et le statu quo. Dans le premier cas – qu'ils soient, d'ailleurs, vainqueurs ou vaincus –, les balladuristes PR et CDS quittaient la coquille devenue presque vide de l'UDF, alors que les partisans du maire de Paris tentaient de s'organiser au sein d'une formation unique, à partir du groupe UDF de l'Assemblée nationale maintenu, contre vents et marées, par M. Millon. Dans le deuxième cas, les impératifs de rassemblement du second tour plaçaient pour le maintien de la situation actuelle. Le faible écart du 23 avril débouche naturellement sur cette dernière hypothèse.

Empêché de candidature par les attaques préventives de M. Léotard, comme par celles de M. Bayrou, M. Giscard d'Estaing peut, de son côté, se satisfaire de voir M. Balladur, usurpateur de l'UDF, défait, et M. Chirac en vainqueur fragile. Alors que M. Barre avait tenu à marquer son choix en faveur du premier ministre actuel lors de la réunion publique de Lyon, le 20 avril, le président du conseil régional d'Auvergne, présent lors de l'étape clermontoise du périple électoral de M. Chirac, avait au contraire donné des gages ostensibles au maire de Paris.

Il peut donc se targuer d'avoir apporté à celui-ci la différence de voix qui le place devant M. Balladur. Pour autant, il ne peut guère, lui non plus, profiter de la situation autrement que pour rappeler M. Chirac à ses obligations, notamment en matière de lutte pour l'emploi ou de construction européenne. Absente en tant que telle de l'élection présidentielle, l'UDF n'en tire, pour l'instant, ni avantage ni handicap majeurs. Divisée, privée d'une autorité incontestable en son sein – ce qui réduit ses différentes familles au rôle de suppléant –, elle va devoir, comme de coutume, compter sur la menace que constitue le RPR pour espérer perdurer.

G. P.

« Je voterai pour Jacques Chirac »

VOICI le texte intégral de la déclaration faite par Edouard Balladur, dimanche 23 avril, à 21 heures :

« Tout démontre que les Français l'ont décidé : c'est M. Jospin et M. Chirac qui seront présents au second tour de l'élection présidentielle. Je remercie de tout cœur toutes celles et tous ceux qui m'ont apporté leur soutien.

« Durant ces semaines, je me suis battu pour leur faire partager ma conviction. L'avenir de la France passe par des changements pro-

fonds, une société plus fraternelle, des citoyens plus libres. Il passe aussi par davantage d'Europe. Les Français veulent à la fois, j'en suis persuadé, le changement et la sécurité.

« Maintenant, il faut choisir. Tout mon engagement politique est clair : je ne veux pas revoir ce qui s'est passé en 1981 et en 1988. Je ferai tout pour l'éviter. Au second tour, je voterai pour Jacques Chirac et je demande à tous ceux qui m'ont soutenu de le faire aussi. C'est ainsi qu'ils sauront le mieux se faire entendre, défendre les convictions et les projets que nous avons en commun et qui, quoi qu'il advienne, représentent une part importante de l'avenir et de l'espoir de la France. »



VERBATIM

M. Bazire à des journalistes de TF1 : « Pourtant, vous aurez vraiment tout fait »

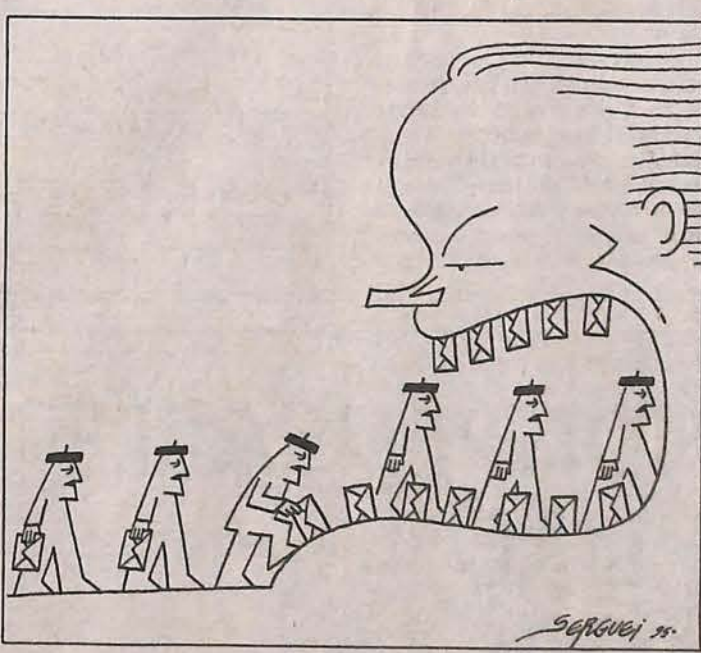
DEHORS, sur le quai du Point-du-Jour, TF1 affiche les couleurs. Des drapeaux ont été tendus sur le trottoir. Bleu, blanc, rouge, comme le logo de la chaîne, comme les meetings de Jacques Chirac et d'Edouard Balladur. Dès 18 h 30, les invités – près d'un millier – descendent le tapis vert et piétinent le gazon que la chaîne du groupe Bouygues a commandé pour la soirée. La plupart sont annonceurs ou publicitaires : en signe de reconnaissance, ils portent un badge tricolore frappé d'une Marianne, signe qu'ils sont « des invités de Corinne Bouygues ».

L'ambiance se voudrait coquine et printanière : champagne et sorbets à volonté, servis dans la roulotte d'un marchand de glaces. Pour ajouter à la fête, des caméramen de TF1 filment les nouveaux arrivants. A peine entrés, les voilà déjà, ces « heureux privilégiés », sur les écrans télé qui balisent le parcours. L'idée, c'est de les montrer en compagnie de l'un des « cent VIP TF1 » qui traînent au milieu d'eux. A 18 h 45, la tête d'Etienne Mougeotte apparaît sur le canal interne. Le vice-président de TF1 est aussi journaliste – avantage sur Patrick Le Lay. Il est donc sacré grand présentateur de la soirée. Une bonne heure avant PPDA, il annonce et commente. Lionel Jospin obtient les meilleurs scores, il sera au se-

cond tour de l'élection présidentielle. A 19 h 54, le directeur général de l'antenne entretient le suspense : Jacques Chirac est entre 19,5 et 20 %, Edouard Balladur entre 19 et 19,5 %. Les invités de Corinne Bouygues savent tout cela, avant les autres. Ils sortent leur carnet et notent consciencieusement. Demain, ils raconteront. Ils y étaient.

A 20 heures, ce n'est plus dans le hall de TF1 qu'il faut être mais en haut, au studio 3 ou sur le plateau 2. Avec des badges différents, ornés de triangles et d'étoiles magiques, on a accès au saint des saints. L'ambiance est plus « riche », plus feutrée. Davantage de femmes blondes, de boucles d'oreilles, et de bijoux brillants. Des chasseuses de têtes au large sourire font leur marché. Corinne Bouygues a lâché ses invités du rez-de-chaussée : avec Patrick Le Lay, Martin Bouygues et Etienne Mougeotte, elle salue les politiciens. Ici, on croise le pouvoir et l'équipe de « Télé-dimanche » (Canal Plus) autour du buffet.

Ni cris ni larmes : juste une pesante consternation, un silence étonnant. La mince défaite balladurienne énerve : « Ils se disent que ça s'est joué à une paëlla en trop... ou en moins », juge un journaliste de TF1. Le revers chiraquien en attriste d'autres « qui avaient commencé à prendre leurs marques », note un autre avec euphémisme. Manque de chance, les premiers socialistes présents sur le plateau – Laurent Fabius, Jack Lang et Henri Emmanuelli – ne ré-



chauffent pas l'ambiance. « Une télé, c'est tout. Je ne cours pas après les caméras », commente le maire de Blois, qui semble de méchante humeur. « Pourquoi je viens à TF1 ? Comme Jack, parce qu'on me l'a demandé. Ce sont les médias qui déclinent des invitations, et c'est d'eux un problème dans cette campagne », répond le premier secrétaire du PS, énervé. Dans la cabine de maquillage, il tente de convaincre son camarade : « Allez, allez, vas-y, fais au moins un tour. » Il parle de la fête socialiste à la maison de la Chimie.

Morne plaine. Jacques Toubon

passe en vitesse : Une journaliste de TF1, l'embrasse et lui tapote le dos, en signe de condoléances. Jacques Cheminade, maquillé, seul, à l'air furieux. « Sinistre, l'endroit », juge un ancien membre du cabinet de Bernard Kouchner, qui attend impatientement son ex-ministre pour « vite se tirer à France 2 ». Anne Sinclair, Dominique Strauss-Kahn et Michel Rocard sont les seuls à sourire. Nicolas Bazire, directeur de campagne d'Edouard Balladur, arrive enfin. Claire Chazal se précipite : « Tu vas bien ? » Chacun donne libre cours à ses sympathies : « Pourtant, vous aurez vraiment tout

fait », lui sourit le directeur de cabinet du premier ministre devant le chef du service économique, Jean-Marc Sylvestre.

Le plus heureux, finalement, c'est Hervé Bourges. Il est passé à TF1. Le voilà à France 2, chez Jean-Pierre Elkabbach. « Président ! Président ! » Ah ! quand le président du CSA pénètre dans les locaux d'une chaîne, il crée son petit effet : « Président » par-ci, « Président » par-là, « Voulez-vous voir le studio ? Désirez-vous une coupe de champagne ? Vous asseoir sur le sofa ?... » Hervé Bourges est souriant, royal – pardon : naturellement présidentiel. Le chemin s'ouvre sur son passage, les visages s'illuminent.

« PLUS PETIT ET PLUS FACHO »

Roland Faure était plus studieux quand, quelques minutes avant 20 heures, sous un chapiteau Europe 1 où s'amorçait la soirée France 2, il comparait les premières estimations données avec le tableau complet des sondages de la veille (y compris ceux des RG) : « Ah ! Le Pen a fait très fort en province en misant tout sur la sécurité ! Et comme il a de plus en plus une allure de bon grand-père... » Ce n'est évidemment pas l'avis de Ségolène Royal – corsage bleu perle pour jouer la femme tronc, petit pantalon de vacances pour bondir dans le studio – qui patiente en cabine de maquillage. Un verre d'eau ? Un petit four ? Non, non, tout va bien, puisqu'elle peut regarder la télé. Enfin... Elle ne voudrait pas avoir déserté le plateau de

France 3 pour ne parler qu'aux maigres de France 2.

Tiens, voilà justement Kouchner ! Pourquoi ne pas remplacer le tandem Aubry-Strauss-Kahn par le couple Kouchner-Royal ? « Joli couple ! », juge un journaliste. Mais allons bon ! C'est Kouchner seul qu'on introduit sur le plateau. Ségolène s'inquiète un peu : « Et vous n'avez même plus de femme sur le plateau ! » Tiens, voilà Robert Hue qui s'en va et l'architecte Roland Castro qui accourt : « Robert ! » et l'enlace. Photo. « Oui, dit le candidat PC, c'est mon pote ! » C'est bien, ce score, hein ? « Ah oui ! continue Robert Hue. Tu verras : on va construire ensemble ! » L'avenir ? Une politique ? Des immeubles ? Pierre Lellouche s'est présenté sans être invité. Ariette Chabot l'a remarqué – hop, sur le plateau ! Charles Fiterman a eu moins de chance. On l'avait maquillé « au cas où... », mais il a dû repartir sans tester les projecteurs.

On a pris du retard. Les « jeunes » espoirs de la politique ont rendez-vous à l'antenne. Baroin, Moscovici, Dray... Tiens, Ségolène reste sur le plateau ?... Allez, c'était une plaisanterie, ils se connaissent tous, ils rient. Et ils se racontent la meilleure : un photographe, un peu plus tôt, croise Jean-Claude Martinez du Front national : « Oh ! monsieur Mégrét ? – Ah non ! Moi, c'est Martine ! Mégrét, il est plus petit et plus facho ! »

Ariane Chemin et Annick Colson

M. Le Pen obtient le meilleur score de l'histoire du FN

La compétition au sein de la droite parlementaire n'a pas empêché le candidat de l'extrême droite de remporter un nouveau succès. Il va lui permettre de continuer à se faire entendre fortement

Comme il y a sept ans, Jean-Marie Le Pen obtient un succès non prévu à l'élection présidentielle. Ni la dureté de l'affrontement entre Jacques Chirac et Edouard Balladur ni la présence de Philippe de Villiers, qui s'est

efforcé d'attirer une partie de l'électorat de l'extrême droite, ne l'ont empêché d'obtenir le meilleur score qu'il ait jamais atteint. Il a annoncé qu'il n'indiquerait que le 1^{er} mai ses consignes de vote pour le second tour.

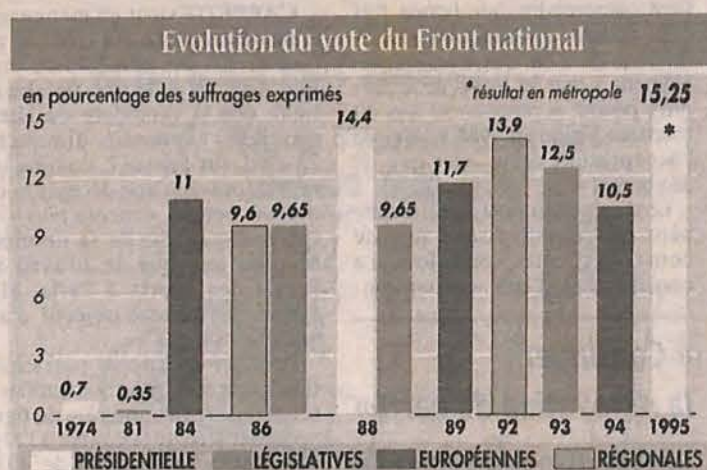
En 1988, il avait demandé qu'aucune voix ne se porte sur François Mitterrand, mais n'avait pas appelé à voter pour Jacques Chirac. Son score du premier tour va lui permettre de se faire pressant auprès du RPR et

de l'UDF, qui espéraient n'être plus soumis à cette concurrence. Il va aussi contraindre tous ceux qui dans son entourage se préparaient à briguer sa succession à se montrer plus patients.

A SEPT ANS D'INTERVALLE, l'histoire semble se répéter. Pour la seconde fois Jean-Marie Le Pen crée une surprise lors d'une élection présidentielle. En 1988 déjà, personne n'avait prévu que le leader d'extrême droite obtiendrait 14,39 % des suffrages exprimés. Jusqu'alors le Front national n'était pas parvenu à dépasser les 11 %, résultat qu'il avait atteint lors des élections européennes de 1984. Il y a deux mois encore, les sondages estimaient que l'extrême droite était stabilisée autour de 11-12 %.

Dimanche 23 avril au soir, au siège du FN, à Saint-Cloud, seul Jean-Marie Le Pen faisait grise mine. Jusqu'au bout il avait voulu croire qu'il figurerait au second tour et offrirait une plus nette progression à son parti. Il ne cachait pas sa déception. Son entourage s'employait, en revanche, à manifester son contentement. Carl Lang, secrétaire général du parti, déclarait ainsi : « Là où le FN était déjà fort, il se maintient ou progresse. Là où il était faible, dans les zones rurales, il stagne ou régresse légèrement. » Une affirmation qui toutefois mérite nuance.

En fait, Jean-Marie Le Pen devance les autres candidats dans le Bas-Rhin (25,83 %), le Haut-Rhin (24,80 %), la Moselle (23,82 %), le Vaucluse (23,12 %), le Var (22,35 %), les Bouches-du-Rhône (21,43 %) ou la Loire (21,08 %). Il est devancé de deux voix par Jacques Chirac dans les Alpes-Maritimes (22,48 %) et se trouve très près de Lionel Jospin (20,35 % contre 21,04 %) en Haute-Marne. De



Les scores personnels de M. Le Pen sont toujours supérieurs à ceux de son parti.

même, il occupe la première place dans de nombreuses villes. Parmi elles Tourcoing (26,99 %), Mulhouse (26,72 %), Toulon (23,98 %), Dreux (23,61 %), Avignon (23,36 %), Perpignan (22,83 %), Marseille (22,32 %) ou Metz (17,05 %). En revanche il enregistre ses plus mauvais scores en Corrèze (4,58 %), dans la Creuse, le Cantal, en Vendée et dans les Deux-Sèvres où il fait moins de 7,5 %.

SONDAGES « MENSONGERS »

Le découpage esquissé lors de la présidentielle de 1988, et redessiné lors des élections européennes de 1994, est ainsi confirmé. M. Le Pen confirme son emprise dans l'Est, le Nord, le Nord-Est parisien, le sillon

rhodanien et la bordure méditerranéenne et gagne du terrain dans la région Centre. Dans ces zones peuplées, la population, plus confrontée qu'ailleurs au chômage, fragilisée par une société en mutation, se montre plus sensible aux solutions simplistes et démagogiques développées par l'extrême droite.

Sa déception surmontée, M. Le Pen s'en est pris, dimanche soir, aux sondages « mensongers » qui, en « présélectionnant trois candidats », ont limité son temps d'antenne et « faussé l'élection ». Il a surtout rejeté sur Philippe de Villiers la responsabilité de son absence au second tour. Il a aussi lancé cette mise en garde : « Nous serons là pour empêcher les dérives

« Empêcher les dérives de gauche du programme Chirac »

« J'AI OBTENU un très grand succès politique, a déclaré Jean-Marie Le Pen, dimanche 23 avril, et ce succès a été remporté malgré des handicaps extrêmement lourds. » Le candidat du Front national a vivement dénoncé les conditions de la campagne et les scores dont les instituts de sondage avaient crédité, « de façon mensongère, les trois candidats du système ». M. Le Pen a stigmatisé, aussi, la candidature de Philippe de Villiers, « qui se révèle stérile et parasite ». Il a appelé ses électeurs « à rejoindre le combat du Front national pour les municipales du mois de juin ».

« Quel que soit le président élu, il continuera, a affirmé M. Le Pen, la politique désastreuse menée depuis deux décennies. Aucune réforme de fond ne sera réalisée. Les problèmes cruciaux des Français vont s'aggraver. » A

l'étranger aussi, « les crimes abominables qui frappent aussi bien l'Asie que l'Afrique et l'Amérique, la guerre qui se perpétue au cœur de l'Europe et où tombent nos soldats, l'impotence des organisations mondialistes doivent nous rappeler que notre sécurité exige vigilance, courage et volonté ».

« Au-delà des programmes politiques, c'est une profonde réforme intellectuelle et morale que notre peuple doit entreprendre », a ajouté le président du Front national, qui a affirmé : « Nous serons là pour empêcher les dérives de gauche amorcées par le programme Chirac et que laisse craindre le "troisième tour social" annoncé par les syndicats. Je me suis efforcé de démontrer que la famille, la cité, la nation sont les meilleures structures pour défendre la liberté, la dignité, la sécurité, la prospérité des Français, et que l'honnêteté, la lucidité et le courage devaient être exigés des responsables de l'Etat. »

L'abstention a été plus élevée que traditionnellement

20,81 % des inscrits n'ont pas exercé leur droit de vote

ALORS que la campagne du premier tour laissait prévoir un score serré entre les trois premiers candidats, suspense qui aurait pu motiver les électeurs, ceux-ci ne se sont pas rendus aux urnes en aussi grand nombre que traditionnellement pour un premier tour d'une élection présidentielle. A l'exception de 1969, l'abstention a atteint, dimanche 23 avril, son plus fort taux (20,81 %) depuis qu'en 1965 le président de la République est élu au suffrage universel direct. Elle est de deux points, environ, plus importante qu'en 1981 et qu'en 1988 et de cinq points de plus qu'en 1965 et 1974.

La géographie de l'abstention révèle peu de surprises : la Haute-Corse avec 33,55 % et la Corse du Sud avec 32,30 % gardent la palme de l'abstention qu'elles remportent régulièrement, toujours suivies de la Seine-Saint-Denis (27,46 %).

On trouve aussi, comme d'habitude, parmi les départements ayant peu voté : les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes, la Saône-et-Loire, la Marne, ou la Meurthe-et-Moselle. Dans ce département, comme en Moselle et dans l'Essonne, le fort taux d'abstention correspond aussi à un vote protestataire marqué : Arlette Laguiller, par exemple, y réalise ses meilleurs scores. Vingt-trois départements, en métropole, dépassent le taux de 21 % d'abstention, alors qu'ils n'étaient que dix

en 1981 à atteindre ce seuil et quatre seulement en 1988. Le taux de participation à Paris et en Ile-de-France inquiétait particulièrement, puisque dans cette zone le premier tour tombait en plein milieu des congés scolaires. Nombre d'électeurs y ont, semble-t-il, préféré les vacances aux urnes : à Paris le taux d'abstention atteint près de 27 %, contre 23 % en 1988 et 22,5 % en 1981. De façon comparable dans les Yvelines, ce taux a progressé de près de cinq points depuis la dernière élection présidentielle.

Sans qu'il soit possible de déterminer dans quelle proportion, et malgré les facilités théoriques offertes pour voter par procuration, la coïncidence entre le premier tour et les vacances scolaires a sans doute joué un rôle dans le peu d'empressement des électeurs à se rendre dans les isolements.

LE POIDS DES INDÉCIS

Parmi les départements les plus civiques, la Corrèze n'a pas failli à la tradition. Elle garde son premier prix, 14,11 % d'abstention, même si ce score est plus élevé d'un point et demi que lors de la précédente élection. Pas de surprise non plus en Vendée, qui continue à fréquenter avec assiduité les bureaux de vote, tout comme la Dordogne, la Somme et les Côtes-d'Armor. Cette bonne participation se vérifie aussi, mais dans une moindre mesure, dans la Mayenne ou le Pas-de-Calais.

Les bons scores réalisés dans ces départements ne peuvent masquer la participation relativement modeste à ce premier tour. En dehors des vacances scolaires, d'autres facteurs ont probablement pesé sur le manque de motivation des Français. Ainsi, le nombre exceptionnellement élevé d'électeurs indécis jusqu'à une date avancée avant le scrutin joue-t-il sans doute un rôle. Une partie de l'électorat n'est peut-être pas arrivée à trancher entre les différents candidats.

Enfin, contrairement aux précédentes élections présidentielles, celle de 1995 n'a pas suscité de net mouvement d'inscription sur les listes électorales : selon le Groupe d'étude et de réflexion interrégional (Geri), plus de 7 % des électeurs potentiels ne sont pas inscrits, ce qui représente environ trois millions d'électeurs qui se privent du droit de vote. Ce pourcentage n'était que de 3,5 % en 1981 et de 5,5 % en 1988.

En ajoutant le pourcentage d'électeurs non inscrits, celui de l'abstention ainsi que celui des bulletins blancs et nuls, le Geri obtient, pour 1981 le chiffre de 21,4 % d'électeurs qui manifestent un « refus d'engagement ». En 1988, le « refus » ainsi chiffré s'élevait à 22,5 %. Le même calcul en 1995 fait apparaître un chiffre de plus de 28 %.

Béatrice Gurrey

M. de Villiers se trouve brutalement ramené à la case départ

LES SURPRISES se suivent et ne se ressemblent pas pour Philippe de Villiers. En juin 1994, les élections européennes et les 12,33 % des suffrages réunis sur son nom avaient été pour lui une divine surprise. Ils lui avaient ouvert de réelles perspectives politiques. Moins d'un an plus tard, le résultat du premier tour de l'élection présidentielle, tout aussi inattendu pour lui, renvoie le député européen à la case départ, ou peu s'en faut. Fidèle à la ligne qu'il s'était fixée dès le début de la campagne, M. de Villiers a appelé ses partisans à faire barrage à Lionel Jospin en pointant le « vrai danger d'une nouvelle victoire de la gauche ». « Ce soir, la majorité paie au prix fort un manque de courage et de netteté, a ajouté Philippe de Villiers. Les autres candidats [de la majorité] ont fait assaut d'ambiguïté et de confusion pour étouffer tout débat sur les problèmes qui pourtant conditionnent vraiment l'avenir de la France et des Français (...). Il est temps pour eux, il est grand temps, de se ressaisir, il faut tout faire pour faire battre le candidat socialiste, pour sortir enfin la France du socialisme. »

Pour autant, la perspective d'un second tour favorable à Jacques Chirac ne pourra faire longtemps illusion, ni masquer l'échec cuisant du président du conseil général de Vendée, incapable de franchir la barre des 5 %. Ainsi ne sera-t-il remboursé de ses frais de campagne par l'Etat qu'à hauteur de 7,2 millions de francs.

G. P.

Les rapports de force droite/gauche en métropole

Départements	Total gauche	Total droite	Le Pen	Départements	Total gauche	Total droite	Le Pen
TOTAL	40,65	43,81	15,27	Jura	41,3	42,98	15,46
Paris	39,16	51,39	9,25	Landes	47,94	42,89	8,9
Seine-et-Marne	38,39	42,95	18,4	Loir-et-Cher	39,23	45,13	15,36
Yvelines	36,03	49,95	13,78	Loire	37,26	41,41	21,08
Essonne	43,16	42,26	14,35	Haute-Loire	35,74	48,13	15,8
Hauts-de-Seine	38,95	49,18	11,65	Loire-Atlantique	43,74	46,37	9,61
Seine-Saint-Denis	46,42	34,57	18,78	Loiret	37,44	46,44	15,83
Val-de-Marne	44,93	41,53	13,33	Lot	48,62	43,38	7,71
Val-d'Oise	41,54	40,73	17,5	Lot-et-Garonne	42,05	42,9	14,74
				Lozère	34,96	55,12	9,62
Ain	35,45	44,41	19,86	Maine-et-Loire	35,52	54,09	10,09
Aisne	43,53	38,49	17,69	Manche	35,06	53,55	11,06
Allier	45,34	43,15	11,23	Marne	37,15	44,94	17,62
Alpes-de-Hte-Provence	43,3	40,57	15,79	Haute-Marne	36,79	42,52	20,35
Hautes-Alpes	40,7	46,22	12,75	Mayenne	33,36	56,85	9,47
Alpes-Maritimes	29,56	47,74	22,48	Meurthe-et-Moselle	41,87	39,73	18,12
Ardèche	42,28	43,21	14,18	Meuse	36,13	43,8	19,75
Ardennes	41,86	39,85	18,04	Morbihan	38,59	47,4	13,79
Ariège	54,75	34,42	10,5	Moselle	34,67	41,22	23,82
Aube	35,49	45,94	18,29	Nièvre	49,79	38,07	11,86
Aude	50,35	35,84	13,56	Nord	43,16	38,42	18,18
Aveyron	39,66	51,53	8,51	Oise	38,93	40,3	20,48
Bouches-du-Rhône	40	38,34	21,43	Orne	34,2	50,68	14,81
Calvados	41,44	45,86	12,4	Pas-de-Calais	47,4	37,13	15,21
Cantal	34,07	58,48	7,12	Puy-de-Dôme	45,3	43,4	11
Charente	45,83	43,63	10,21	Pyrénées-Atlantiques	41,92	48,19	9,61
Charente-Maritime	41,28	47,1	11,31	Hautes-Pyrénées	48,92	41,4	9,38
Cher	42,95	43,19	13,54	Pyrénées-Orientales	41,26	39,07	19,45
Corrèze	39,33	55,87	4,58	Bas-Rhin	28,19	45,66	25,83
Corse-du-Sud	32,86	55,26	11,6	Haut-Rhin	29,55	45,33	24,8
Haute-Corse	38,2	51,7	9,83	Rhône	37,16	43,44	19,14
Côte-d'Or	39	44,91	15,84	Haute-Saône	40,3	42,71	16,71
Côtes-d'Armor	47,99	42,93	8,84	Saône-et-Loire	41,83	44,65	13,24
Creuse	43,69	49	7,03	Sarthe	41,74	46,51	11,43
Dordogne	46,55	44,39	8,76	Savoie	38,85	44,05	16,82
Doubs	40,52	43,82	15,4	Haute-Savoie	33,1	50,14	16,43
Drôme	41,16	41,17	17,36	Seine-Maritime	44,83	39,12	15,79
Eure	37,93	43,4	18,37	Deux-Sèvres	40,81	51,48	7,38
Eure-et-Loir	36,17	45,36	18,22	Somme	43,51	40,98	15,24
Finistère	43,87	46,69	9,2	Tarn	44,55	42,21	12,95
Gard	42,5	36,98	20,28	Tarn-et-Garonne	41,77	42,13	15,77
Haute-Garonne	49,34	37,76	12,63	Var	32,29	45,14	22,35
Gers	45,83	44,47	9,33	Vaucluse	36,79	39,82	23,12
Gironde	45,14	41,83	12,77	Vendée	32,01	60,41	7,31
Hérault	42,86	37,95	18,96	Vienne	42,96	46,24	10,49
Ille-et-Vilaine	42,79	47,99	8,98	Haute-Vienne	49,29	42,88	7,57
Indre	42,62	44,04	13,01	Vosges	36,77	42,9	19,99
Indre-et-Loire	41,17	45,57	12,97	Yonne	37,34	45,3	17,04
Isère	44,21	38,06	17,48	Territoire de Belfort	43,77	37,25	18,75

M. Hue n'a pas réussi à égaler le score communiste aux législatives de 1993

Le PCF appellera à battre la droite au second tour

Les voix recueillies par Robert Hue dimanche 23 avril (8,73 %) n'égale pas le niveau qui était celui du Parti communiste aux élections lé-

gislatives de mars 1993. S'il est parvenu à rassembler sur son nom l'ensemble des suffrages communistes qui s'étaient répartis, en 1988, sur

André Lajoinie et Pierre Juquin, le secrétaire national du PCF n'a pas débordé de ce cadre, ni entamé vraiment le capital du Parti socialiste.

À L'ANNONCE des résultats, Robert Hue ne s'est pas départi de ce sourire qui lui a valu, au cours de la campagne, un fort courant de sympathie. Crédité de 8,73 % des voix en métropole, le candidat communiste a trouvé un motif de satisfaction dans la « remontée significative, remontée annoncée et remontée réelle » du PCF. En progrès de 1,97 point et de plus de 500 000 voix par rapport à celui d'André Lajoinie en 1988, le score de M. Hue est conforme aux pronostics, au demeurant très prudents, que formulaient, ces derniers jours, les dirigeants communistes.

L'« événement majeur » que constitue, selon le secrétaire national, la remontée du Parti communiste mérite toutefois d'être ramené à de justes proportions. Certes, le mode de scrutin fait de l'élection présidentielle l'exercice le plus difficile pour les communistes, mais le résultat du 23 avril demeure inférieur à celui du premier tour des élections législatives de 1993 (9,18 %). Surtout, il doit être comparé à l'addition des voix de M. Lajoinie et de Pierre Juquin (8,86 %) lors de la précédente élection présidentielle. Le vrai succès de M. Hue est, en somme, d'avoir réuni la fa-

mille communiste. Tout au long de la campagne, la quasi-totalité des contestataires communistes, privés d'espace politique, s'étaient rangés derrière la candidature du successeur de Georges Marchais. C'est donc à bon droit que celui-ci pourra soutenir que son résultat est « un encouragement à continuer la rénovation de notre parti ».

Le candidat communiste avait aussi promis que le vote en sa faveur ne serait pas « récupéré ». Force est de constater que, dimanche soir, il a tenu parole. C'est ce qui explique la réserve – nouvelle pour le PCF – selon laquelle le candidat n'est « pas propriétaire de [ses] voix ». Il ne fait aucun doute que le comité national, lors de sa prochaine réunion, mercredi 26 avril, appellera à tout faire pour battre la droite au second tour, afin de sauvegarder les chances de « bâtir une union nouvelle » et, plus prosaïquement, celles des municipalités sortantes à direction communiste.

Le contenu du mot d'ordre qui sera lancé en faveur de Lionel Jospin devrait aussi tenir compte, cependant, de tous ceux qui, en complément de l'électorat communiste traditionnel, ont été simplement invités, pendant plusieurs se-

maines, à exprimer leur « colère », à « mettre les luttes dans les urnes ». Il n'est pas dit que ces forces d'appoint, séduites par la dimension protestataire de la candidature de M. Hue, acceptent aussi facilement que l'appareil communiste de se ranger sous la bannière de M. Jospin.

Il faut relever, à ce propos, que, par rapport à 1988, le candidat communiste progresse le plus – de l'ordre de 3 points – dans les départements de l'ouest de la France (Côtes-d'Armor, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique, Finistère, Manche, Seine-Maritime, Morbihan) et dans des départements ruraux tels que le Lot, la Nièvre ou la Dordogne. Il continue d'être à son niveau le plus haut dans l'Allier (15,66 %), l'ancienne terre d'élection de M. Lajoinie, tandis que la candidature de M. Hue, maire de Montigny-lès-Cormeilles, fait passer le Val-d'Oise au-dessus de la barre des 10 % de suffrages exprimés.

« L'UNION NOUVELLE »

Le secrétaire national du PCF obtient, en revanche, ses gains les plus faibles, en pourcentage, dans les Bouches-du-Rhône, le Gard, la Corréze, les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis, où il perd, même, 5 000 voix. Il demeure à moins de 5 % dans les deux départements alsaciens, en Mayenne, en Vendée et à Paris (4,68 %). Sur un plan régional, M. Hue obtient son meilleur résultat dans le Limousin (13,49 %). Il est à plus de 10 % dans cinq autres régions : le Nord-Pas-de-Calais, le Languedoc-Roussillon, la Picardie, la Haute-Normandie et l'Auvergne, tandis que son score en Ile-de-France (8,73 %) correspond exactement à celui de l'ensemble de la métropole.

L'arrivée en première position du candidat socialiste complique, en fait, la tâche de la direction communiste. Le vote du 23 avril devait permettre de peser favorablement dans le rapport de forces interne à la gauche. Un PCF à 10 % et un PS à 20 %, voilà qui aurait été idéal pour

faire comprendre, une bonne fois pour toutes, aux dirigeants socialistes qu'ils n'ont pas su convenablement « tirer les leçons de la dernière période », notamment lors du tournant libéral de 1983 et lors de l'acceptation de la « logique de Maastricht ».

Le succès personnel de M. Jospin, bien que relatif, risque fort de contrarier cette ambition. La construction d'une « union nou-

« Continuer la rénovation du parti »

Robert Hue s'est félicité, dimanche 23 avril, de la « remontée significative » de son parti, qui constitue « un événement majeur de ce premier tour ». « Il s'agit d'un vote de contestation et de protestation pour changer les choses », a-t-il ajouté. « Ce résultat est aussi un encouragement à continuer la rénovation de notre parti, engagée depuis plusieurs années et qui va se poursuivre », a continué le secrétaire national du PCF. Pour le second tour, il a indiqué que la direction du parti va consulter ses fédérations départementales et que « le comité national se réunira mercredi 26 avril ». « Je ne suis pas propriétaire des voix des électeurs qui ont voté pour moi », a souligné M. Hue. Le candidat communiste a affirmé qu'il « n'y a pas plus anti-Le Pen que lui ». « Le score de Jean-Marie Le Pen fait mal à la France », a-t-il conclu.

« Chère à M. Hue, ne se fera pas sur les bases souhaitées. C'est pourquoi certains dirigeants du PCF ont déjà commencé, dans la soirée du 23 avril, à additionner les scores « protestataires » – celui de M. Hue, mais aussi ceux de M^{me} Laguiller et Voynet – pour indiquer à M. Jospin que les réserves de voix du second tour se trouvent bien à gauche.

Jean-Louis Saux

Percée de M^{me} Laguiller dans les zones ouvrières

La candidate trotskiste, qui a dépassé cette année le simple « témoignage », a annoncé son intention de créer « un grand parti »

L'APPÉTIT vient en mangeant. A peine avait-elle été créditée de plus de 5 % des voix lors du premier tour de l'élection présidentielle que la candidate de Lutte ouvrière, exprimait, dimanche 23 avril, sur France 2, comme un regret, presque une déception de n'avoir obtenu « encore plus ». Il est vrai que, lors de sa dernière réunion publique, le 20 avril au Palais des sports à Paris, elle s'était fixée comme objectif d'atteindre 10 %.

Pour sa quatrième participation, pourtant, Arlette Laguiller a réussi à sortir de son rôle de figurante attirée de la course à l'Elysée. Après la surprise de 1974 (2,33 %), elle était restée cantonnée – avec 2,21 % en 1981 et 1,99 % en 1988 – dans les limites d'une candidature de « témoignage », ne séduisant, chaque fois, guère plus de 600 000 électeurs. Cette fois-ci, avec 5,37 % des suffrages exprimés et plus d'1,6 million d'électeurs, elle parvient pour la première fois à dépasser ce stade.

VIEILLES TERRES DE GAUCHE

Dans treize départements, elle recueille plus de 6 % des suffrages : 6,92 % dans le Puy-de-Dôme – et 7,47 % à Clermont-Ferrand –, où le conflit chez Michelin a manifestement servi de terreau fertile au discours de M^{me} Laguiller ; mais aussi 6,70 % dans le Calvados, avec une pointe à 8,94 % dans le bastion socialiste d'Hérouville-Saint-Clair ; ou encore 6,47 % en Seine-Maritime, avec un score symptomatique de 8,49 % au Grand-Quevilly, le fief de Laurent Fabius ; sans oublier la Loire-Atlantique (6,20 %), avec des pointes à 8,35 % à Bouguenais et 8,54 % à Couëron, ou encore la Moselle (6,43 %), avec un score de 8,12 % dans la commune de Berthen-lès-Forbach, l'une des rares municipalités détenue par le Parti des travailleurs, autre branche de la famille trotskiste.

Au total, M^{me} Laguiller a mani-

festement trouvé ses principaux points d'appui dans de vieilles terres de gauche, industrielles et le plus souvent dans des villes gérées par les socialistes ou les communistes. Elle a bénéficié manifestement d'un vote protestataire, rassemblant un certain nombre de déçus de la gauche « classique », en particulier dans l'électorat ouvrier.

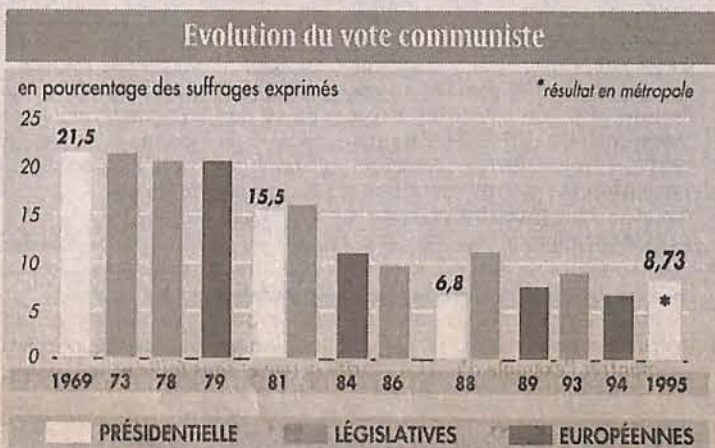
Qu'est-ce que la candidate de Lutte ouvrière entend faire de ce succès ? Pour le second tour de l'élection présidentielle, elle a rappelé, comme elle l'avait indiqué avant le vote, qu'elle s'abstiendrait puisque, à ses yeux, Lionel Jospin « est le représentant à peine voilé du même patronat, comme le sera son concurrent ». Toutefois, a-t-elle déclaré, elle ne « fera rien pour empêcher les travailleurs et l'électorat de gauche de voter pour Lionel Jospin ».

A l'évidence, cependant, l'essentiel n'est pas là pour M^{me} Laguiller et pour ses camarades. Dès sa première intervention, elle a annoncé son intention de créer « un grand parti ».

Gérard Courtois

« La défense politique des exploités »

« Puisque j'obtiens le double de ce que j'obtiens habituellement, ce résultat est un succès. Nos idées ont eu un réel impact, a déclaré Arlette Laguiller, dimanche 23 avril. J'ai dit depuis le début que, pour ma part, je m'abstiendrais au second tour et que je n'appellerai donc pas à voter pour Lionel Jospin. » « Les travailleurs n'ont rien à attendre de différent de Jacques Chirac, d'Edouard Balladur et de Lionel Jospin », a-t-elle affirmé, ajoutant : « Nous discuterons avec tous ceux qui l'accepteront pour envisager les conditions de la création d'un grand parti se plaçant (...) sur le terrain de la défense politique des exploités. »



La remontée de près de 2 points du candidat communiste a été saluée comme un « événement majeur ».

M^{me} Voynet a fait baisser le niveau des écologistes

AVEC 3,35 % des voix en métropole, Dominique Voynet a perdu son pari. Agacée par les sondages d'intention de vote qui la situaient à ce niveau – et qui, pour ce qui la concerne, ne se sont pas trompés –, la candidate écologiste se promettait de passer le seuil, symbolique, de 5 % des suffrages exprimés, ou, du moins, d'améliorer le score d'Antoine Waechter en 1988. Il n'en est rien : elle perd près d'un demi-point et quelque 150 000 voix par rapport au résultat de M. Waechter.

Alors que l'ancien porte-parole était parvenu à « régionaliser » le vote écologiste, principalement en Alsace, mais aussi dans la région Rhône-Alpes, en Franche-Comté, en Lorraine et en Bretagne, M^{me} Voynet ne réussit à franchir la barre des 5 % que dans un seul département, le sien, celui du Jura. Le vote écologiste recule non seulement en pourcentage, mais également en voix, dans une série de départements où les groupes locaux passent pourtant pour être actifs : Paris, la Seine-Saint-Denis, les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes, la Seine-Maritime, la Seine-et-Marne, la Somme, les Côtes-d'Armor, les Hauts-de-Seine, la Moselle, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin, le Nord et le Pas-de-Calais. C'est même dans le Nord-Pas-de-Calais, dont le conseil régional est présidé par Marie-Christine Blandin (Verts), que M^{me} Voynet obtient son plus mauvais résultat (2,30 %).

LE « ROUGE » ET LE « VERT »

Quelles que soient les « nuisances » provoquées, jusqu'à la veille de l'ouverture de la campagne officielle, par les candidatures avortées de Brice Lalonde et d'Antoine Waechter, il est mani-

feste qu'il n'y a pas de corrélation entre la présence de militants sur le terrain et le résultat de l'élection présidentielle. Il est vrai que les uns s'activent souvent sur des dossiers ayant trait à la protection de l'environnement, à l'énergie ou aux transports, tandis que la candidate a principalement tenu un discours globalisant, portant sur l'exclusion, la réduction du temps de travail ou les rapports Nord-Sud.

Les électeurs, notamment les « déçus du mitterrandisme », qui s'étaient volontiers portés sur le vote écologiste aux élections régionales de 1992 n'ont pas perçu l'utilité de renouveler un tel vote dès lors qu'il s'agissait de choisir le président de la République. Les écologistes sont-ils donc condamnés à n'exister qu'aux élections municipales ? Après la déception causée par le résultat des élections législatives de 1993, l'échec complet des élections européennes de 1994, les querelles persistantes des principaux animateurs de l'écologie politique, ce nouvel objectif n'est même plus assuré.

Un autre enseignement a trait à l'addition du « rouge » et du « vert ». Les renforts de voix venues de l'extrême gauche et des dissidents communistes ont vraisemblablement fait fuir une partie de l'électorat écologiste modéré. Or il s'agit là de la nouvelle stratégie des Verts. En choisissant de s'engager dans la voie de la recomposition avec la gauche dite « alternative » plutôt que de chercher à « écologiser » de l'intérieur la gauche traditionnelle, les Verts n'ont peut-être pas soupçonné à quel point la route serait longue.

J.-L. S.

DANS LA PRESSE

La surprise du premier tour

LA CROIX

Un petit quart de l'électorat fidèle aux socialistes. Un cinquième tenté par le chiraquisme, ce gaullisme de tempérament. Un autre cinquième qui vit en Edouard Balladur la figure contemporaine de la France modérée. Un petit sixième qui voit en Jean-Marie Le Pen un rempart contre tout ce qui bouge. Et le puzzle des protestations : communistes inlassables, adeptes multipliés du trotskisme perpétuel, miettes de l'écologie politique. On vote comme on est : c'est une France éparpillée, au mental morcelé, qui a voté. Une France en désarroi, cherchant de tous côtés une rescousse, un discours, un chemin.

Bruno Frappat

LES ÉCHOS

Dans un monde où les idéologies ont été laminées par les faits, dans un pays où les alternances successives ont érodé les aspérités des programmes politiques, les débats ne se font plus autour des clichés d'antan. Le socialisme a vécu et l'ultra-libéralisme a vieilli. Mais surtout la France sort de la crise dans un état économique qui masque la réalité d'un certain nombre de fractures que la campagne électorale a mises au jour. Et sans référence à aucune école de pensée, les débats politiques ont tourné autour d'un diagnostic plus qu'autour de programmes.

Nicolas Beytout

LE FIGARO

Devant la complexité du monde, bien des Français attendent aussi des solutions simples et viriles. Ils sont en quête d'irrationnel. Ils ne souffrent plus la tyrannie du statu quo. Ils n'ont pas le temps d'attendre ; ils veulent tout, tout de

suite. Ils se tournent ainsi vers les formations qui vivent à côté de la société et se sont spécialisées parfois dans le cri primal. On parle d'une France à deux vitesses. Socialement, c'est une réalité qui se perçoit à tous les coins de rue. Est apparue aussi, dans le même temps, une démocratie à deux vitesses : près de 40 % des électeurs ne se reconnaissent plus dans les partis traditionnels.

Franz-Olivier Giesbert

L'HUMANITÉ

Ce dimanche n'a d'ailleurs guère été brillant pour les candidats « de gouvernement », autrement dit ceux qui ont eu à exercer la responsabilité du pouvoir depuis quinze ans. Le candidat socialiste a refusé de tirer les leçons de l'amère expérience du passé : il est fort loin du score de François Mitterrand en 1988 (34 %). Et le résultat de la droite, flanquée de sa composante extrême de plus en plus puissante, représente près de 60 % du corps électoral.

Claude Cabanes

INFOMATIN

La France se réveille encore un peu plus à droite. (...) L'extrême droite progresse. Ensemble, Le Pen et Villiers sont à 20 %. Cette addition des droites est à la fois une chance et un risque pour Chirac. Une équation qui relève de l'écartèlement entre droitisation et pacte républicain. Contrairement à son slogan de campagne, le changement contre la continuité bute sur le clivage droite-gauche.

Marc Jézégabel

LIBÉRATION

Si Jacques Chirac dispose en théorie des réserves électorales les plus importantes pour gagner le

second tour, le durcissement à droite de l'électorat français va obliger le maire de Paris à changer son fusil d'épaule. Il devra pratiquer un nouveau tête-à-queue programmatique. S'il doit être élu président au terme du second tour, il sera le président le plus mal élu de la V^e République. Ce sera un président fragile dans une France qui hésite entre l'autoritarisme et la social-démocratie.

Serge July

QUEST-FRANCE

La démocratie a enfin pu s'imposer à la sondocratie. Mais peut-être pas sans en avoir été perturbée, voire pervertie. Si une élection présidentielle est l'occasion décisive de prendre, en direct, le pouls des citoyens, force est de constater que ce premier tour de la présidentielle témoigne d'une poussée protestataire des Français, mais aussi, malgré la première place inattendue de Lionel Jospin, d'une forte pulsation à droite.

Jean-Yves Boullic

LE PARISIEN

Ce second tour, les Français le veulent classique, gauche contre droite. Après bien des hésitations et une soirée électorale à rebondissement, les électeurs ont décidé de redonner au camp socialiste sa place dans le débat, sinon dans la course présidentielle. Ils ont sifflé du même coup la fin du match Chirac-Balladur. Ce dernier a échoué, mais il inflige à son rival l'humiliation d'un score médiocre et d'une place de numéro deux.

Fabien Roland-Levy

LA TRIBUNE DES FOSSÉS

S'il faut rechercher une cause dans la défaite d'Edouard Balladur, elle se trouve probablement dans

cette constatation, cruelle aux yeux de beaucoup : même en situation de reprise de la croissance, le système économique français ne génère pas suffisamment d'emplois pour faire baisser de façon significative le nombre des chômeurs. Les entreprises sont en panne de création d'emplois dans tous les secteurs et partout en France.

François Roche

EUROPE 1

On peut dire que ce premier tour de l'élection présidentielle aura été un premier tour clinique, qu'il aura été la dissection d'une situation sociale. Il aura été l'expression au fond de toutes les appréhensions, de tous les mécontentements, de toutes les frustrations, de toutes les exigences aussi et que, de ce point de vue, jamais on n'aura vu une fusion entre la situation sociale, la nature sociale du pays et sa traduction politique comme on l'a vu à cette élection.

Alain Duhamel

RTL

Le président qui sera élu dans deux semaines disposera d'une légitimité au rabais. Il ne représentera vraiment qu'un Français sur cinq, les autres, les électeurs gagnés au second tour, ne seront que des ralliés, circonspects, vigilants qui auront voté pour lui faute de mieux. (...) C'est pourtant ce président-là, ainsi contesté hier, qui devra tout à la fois affronter le mécontentement social, réduire dans la douleur les déficits, restaurer la morale publique et tout cela face à un mouvement de protestation qui, bien qu'hétéroclite, recouvre à peu près le tiers de la population.

Philippe Alexandre

A la télévision, le procès des sondages l'a emporté sur les débats d'idées

Frédéric Mitterrand a dénoncé le bilan de « quatorze ans de socialisme »

Sur les principales chaînes de télévision, la surprise a été de taille lorsque les instituts de sondage ont rendu publics leurs premières esti-

mations. Celles-ci divergeant largement des enquêtes d'opinion connues des Français, les représentants des partis présents sur les plateaux

s'en sont pris aux sondeurs, parfois vigoureusement. La soirée électorale a ensuite suivi son cours : débats, déclarations et reportages.

A 19 H 57, Daniel Bilalian annonce sur France 2 : « Il est 20 heures juste, voici les premières estimations... » La deuxième chaîne a devancé TF1 au poteau de deux minutes pour rendre publics les pronostics de ce soir de premier tour d'élection présidentielle. L'organisation et le tempo de la soirée ne diffèrent pas sur l'une et l'autre chaîne. La surprise provoquée par l'ordre du tiers gagnant, s'exprime, sur TF1 comme sur France 2, par une critique virulente des instituts de sondages et plus particulièrement de Pierre Giacometti, directeur des études politiques de l'Institut BVA qui, sur le plateau, encaissait silencieusement les attaques de Nicolas Sarkozy. Le ministre du budget, chargé de la communication, n'hésite pas, d'emblée, à poser « le problème de la présence des sondages, si près des élections ». « La première victime ce soir, argumente-t-il, ce sont les instituts de sondages qui ont été complètement balayés. »

Pendant une demi-heure, les politiques présents sur le plateau - Philippe Séguin, Simone Veil, Michel Rocard - parlent sondages, sujet qui a apparemment le mérite d'éviter d'aborder le fond du débat. Il est vrai qu'à cette heure-là l'incertitude plane encore sur la place respective de M. Chirac et de M. Balladur. C'est l'intervention de Philippe de Villiers qui met fin à ce premier volet de la soirée.

Tandis que France 3, fidèle à sa vocation de chaîne régionale, nous emmène en Corrèze (fief de Jacques Chirac) et à Chamonix (ville où Edouard Balladur a un chalet), France 2 recueille sur son plateau les propos des uns et des autres, fait le tour des quartiers généraux des candidats, donne les résultats. Les surprises de ce premier tour semblent avoir douché les en-



thousiasmes. Sur France 2, la soirée est calme et respectueuse, les visages fermés et abattus. Seules, l'entrée en lice du philosophe André Glucksmann qui apostrophe le candidat du Front national - « Jean-Marie le Pen est-il toujours du côté du FIS ? » - et les interventions de Frédéric Mitterrand dénonçant le bilan de « quatorze ans de socialisme » qui « ont installé Le Pen », donnent lieu à quelques échappées véhémentes.

Deux autres épisodes rompront aussi ce climat de sérieux. Grâce à un lapsus, Daniel Bilalian, dès le premier quart d'heure, détend l'atmosphère en appelant Simone Veil... « Madame Jospin ». C'est ensuite Ségolène Royal qui, rendant un hommage trop appuyé à la campagne d'Arlette Laguiller - jugé « démagogique » par Frédéric Mitterrand -, provoque sur le plateau de France 2 un éclat de rire général.

Le scénario se déroule de façon

quasi identique sur TF1. Lionel Jospin en tête, Jacques Chirac et Edouard Balladur au coude à coude : annoncée à demi-mot peu avant 20 heures, la « surprise » est de taille. Dès les premières estimations, les représentants des instituts de sondage présents en plateau essuient, ici aussi, et sans mot dire, les coups qui pleuvent.

PAS DE POLÉMIQUE

Ménageant la chèvre et le chou, Gérard Carreyrou, directeur de l'information de TF1, se lance dans un délicat exercice d'équilibriste : « Si les sondages sont utiles et nécessaires, le vote des électeurs est irremplaçable. » D'autres sont plus cruels. François Bayrou, toujours sur TF1, évoque un « problème démocratique majeur, qu'il faudra examiner ». François Léotard s'interroge : « Y a-t-il eu manipulation ? Erreur forte d'interprétation ? » Alain Madelin enfonce le clou : « La seule victoire dont je suis

sûr, c'est la victoire de la démocratie, contre les sondages et la télévision. »

Fermement invité par Patrick Poivre d'Arvor à « s'engager définitivement » sur le nom du second candidat en lice pour le second tour - « Il est 20 h 38. Il peut le faire... » -, Jérôme Jaffré (SOFRES) tente de refaire surface : « Quand même, nous avions dit qu'il y avait plusieurs millions d'hésitants... » Sur La Chaîne Info, le politologue Olivier Duhamel prend la défense de la corporation : « Les sondages annonçaient un second tour Chirac-Jospin, et on a un second tour Jospin-Chirac : pas de quoi s'affoler, c'est ridicule et lamentable de vouloir interdire les sondages ! »

Le choc est sévère. Les débats s'en ressentent et sont plus détendus qu'à l'accoutumée. Comme s'il convenait de parler d'autre chose en attendant le « verdict » définitif des urnes. Au fur et à mesure que la soirée s'étire, l'écart se creuse entre MM. Chirac et Balladur. De son quartier général, le candidat premier ministre s'incline : « Tout démontre que les Français ont décidé [de la présence de Jacques Chirac au second tour]. Le nom du maire de Paris est sifflé par les militants. M. Balladur donne de la voix pour obtenir le silence : « Je vous demande de vous taire ! »

A défaut de soulever une véritable indignation, les suffrages obtenus par le candidat du Front national mettent en appétit. Sourire aux lèvres, Jack Lang explique : « Tout naturellement, de nombreux électeurs qui ont voté pour le Front national se rallieront au camp du progrès... »

Véronique Cauhapé,
Arnette Cressard
et Jean-Baptiste
de Montvalon

Imprévus

DERRIÈRE LE STORE VÉNITIEN de son bureau, Lionel Jospin, qui avait tombé la veste, a envoyé un baiser. Un baiser ! Fallait-il que le moment soit inattendu pour qu'il se laisse aller, lui d'ordinaire si contenu, à un tel moment de fugitif abandon... Qui embrassait-il ainsi ? Ses partisans, encore tout ébaubis de la divine surprise, ou nous qui l'avions vu des semaines durant peiner en vaillant petit soldat tout au long du chemin caillouteux d'un combat qu'on lui prédisait perdu d'avance...

Le baiser sentait le bonheur imprévu, celui d'un possible numéro 3 devenu numéro 1 par un coup de baguette magique. Comme en écho, Pierre Mauroy commentait : « Vous pensez, si on est heureux ! » Heureux, vraiment ? Certains socialistes qui tournaient sur les plateaux de télévision cachaient bien leur jeu, s'ils l'étaient aussi. Ils avaient le triomphe modeste, prenaient des airs graves et entendus de ceux qui savent que le plus dur reste à venir. De même que, tout au long de la campagne, ils avaient eu bien du mal à faire entendre leur voix au milieu des que-

relles des deux frères ennemis de trente ans, sur les plateaux de télévision ils avaient l'air de se faire tout petits. Déshabitués du succès, ils ne semblaient pas y croire eux-mêmes. On eût ainsi attendu un peu plus de chaleur de MM. Fabius ou Emmanuelli, qui paraissaient gênés aux entournures. Si Lionel Jospin prenait de la consistance, il faudrait peut-être compter avec lui plus longtemps que prévu. Et cela, peut-être, ne faisait pas partie de leur programme.

Imprévu pour imprévu, les chiraquiens, de leur côté, n'étaient pas mal servis non plus. Au QG de son candidat préféré, une dame butait sur les gros mots de dépit qu'elle avait du mal à transformer en paroles convenables. Avoir si laborieusement remonté le peloton pour en arriver à cette deuxième place peu glorieuse, c'était sûrement à désespérer des pommes et des pommiers. Alain Juppé et Philippe Séguin en mangeaient leur chapeau. Frédéric Mitterrand et Paul-Loup Sulitzer disaient leur rage de vestales défaites.

Edouard Balladur, lui, était depuis longtemps rentré à la maison, laissant ses parti-

sans orphelins d'une victoire trop longtemps clouée, mais dont il savait, depuis plusieurs jours, qu'elle lui avait déjà glissé entre les doigts. Solitaire, il était parti sous la pluie, les sourcils froncés, après avoir rempli le plus coûteux des devoirs, celui de se désister sans ambiguïté, sinon sans arrière-pensée, en faveur de Jacques Chirac sous les huées intempestives de ses amis.

De vrais heureux, des francs et massifs, il y en avait pourtant. Une Arlette rouge de plaisir, coquelicot de la révolution en marche, succombait à la jubilation de son meilleur score. Et puis, bien sûr, il y avait Jean-Marie Le Pen. Jamais, lui non plus, il n'avait frappé aussi fort. Qu'allait-il faire de ses voix, de ces 15 % que personne ne pourrait ignorer ? Vers qui allaient se tourner ceux qui l'avaient choisi ? Il avait la mine gourmande, ravi du sale tour qu'il jouait à cet « établissement » honni qui persistait à le traiter en paria. Une coupe de champagne à la main, il savourait. Carnassier.

Agathe Logeart

M. Juppé invite les balladuriens à « tourner la page »

LE PRÉSIDENT par intérim du RPR, Alain Juppé, a estimé que le second tour allait être difficile et serré, « vu le désarroi de l'opinion ». « Il faut donc se rassembler, tourner la page » et penser à la réconciliation. « Il est normal que, pendant la campagne, nous ayons eu les uns et les autres le sang vif, mais la déclaration d'Edouard Balladur en faveur de Jacques Chirac est très claire et je m'en réjouis. Il y aura d'un côté la vision rétrograde du PS, de l'autre une vraie politique du changement », a-t-il ajouté.

Le ministre des affaires étrangères a d'autre part indiqué qu'il n'attendait « rien de Jean-Marie Le Pen », dont il a moqué les « rododendres ». Il a enfin souligné que Lionel Jospin avait fait « le plus mauvais score d'un candidat socialiste à la présidentielle depuis 1974 ».

■ JACQUES TOUBON (chiraquien) a déclaré que les électeurs qui s'étaient portés vers Edouard Balladur voulaient d'abord qu'il n'y ait pas de président socialiste. Du coup, le rassemblement sur le nom de Jacques Chirac devient, selon lui, naturel.

■ ALAIN MADELIN (chiraquien) a appelé à « amplifier le message du changement » et à « construire la majorité présidentielle de demain ». « Il faut se retrouver au second tour pour assurer le rassemblement le plus large. »

■ FRANÇOIS BAYROU, président du CDS et ministre (balladurien) de l'éducation, a déclaré : « Nous ne recommencerons pas le jeu de la division. » « Il n'y aura pas de condition à notre soutien, mais il faudra que la campagne du second tour tienne compte du fait que les deux forces - chiraquienne et balladurienne - sont à peu près comparables », a-t-il cependant ajouté, soulignant « le panache et le courage » de l'actuel premier ministre.

■ PHILIPPE DOUSTE-BLAZY, ministre délégué à la santé (balladurien), a noté que le score du Front national traduit la présence d'une force nouvelle qui montre que le pays était « un peu malade ».

■ FRANÇOIS LÉOTARD (balladurien) a déclaré que Jacques Chirac a besoin d'Edouard Balladur et qu'il faut « faire attelage commun ». « La force qui s'est cristallisée autour d'Edouard Balladur ne doit pas disparaître, mais il faut être beau joueur et faire en sorte que pas une voix ne manque à Jacques Chirac », a ajouté le ministre de la défense, qui demande à Jacques Chirac d'être « très clair au moins sur trois points : l'Europe, la monnaie et le contrat social ».

■ GÉRARD LONGUET, président du Parti républicain, demande de « saluer le courage et la dignité » d'Edouard Balladur et « apporte son soutien sans réserve » à Jacques Chirac.

■ NICOLAS SARKOZY, porte-parole d'Edouard Balladur, a lancé un appel pour que, désormais, « on dédramatise la campagne » et pour qu'il ne soit pas tenu rigueur à ceux qui, depuis plusieurs semaines, ont mené un combat « avec leur cœur ».

■ MICHEL GIRAUD, ministre du travail (balladurien) et président du conseil régional d'Ile-de-France, a déclaré : « Au moment où, grâce à l'action d'Edouard Balladur, la France sort de la grave crise qui l'a tant meurtrie (...), il importe que, sans équivoque et sans état d'âme, tous les Français attachés au renouveau de notre pays se rassemblent autour de Jacques Chirac pour assurer la victoire de nos convictions communes. » Il appelle notamment tous les Franciliens à « montrer l'exemple d'une solidarité active et sans faille ».

Pour M. Emmanuelli, la droite « sera l'otage de l'extrême droite »

PREMIER SECRÉTAIRE du PS, Henri Emmanuelli a salué « la remarquable performance personnelle » de Lionel Jospin. « Il faut faire échec au cartel des conservateurs », a-t-il ajouté. « La droite sera l'otage de l'extrême droite », a-t-il précisé, lançant un appel à tous les « électeurs démocrates ».

■ MARTINE AUBRY, ancien ministre du travail, a déclaré que Lionel Jospin est « le plus apte pour proposer des solutions audacieuses », notamment dans le domaine de la lutte contre le chômage, et pour apporter des « réponses crédibles et fiables », et Michel Rocard, ancien premier ministre, a salué « le sérieux et la rigueur » que le candidat de gauche avait apportés dans la campagne.

■ BERNARD KOUCHNER, ancien ministre de l'action humanitaire, a regretté qu'on ait « si peu parlé de politique étrangère » et rappelé que les Français « doivent savoir qu'ils ne sont pas seuls au monde ».

■ JACK LANG, ancien ministre de la culture, s'est dit persuadé, pour sa part, que « de nombreux électeurs qui ont voté pour le Front national se rallieront naturellement à Lionel Jospin », car ils veulent « un vrai changement ».

■ SÉGOLENE ROYAL, ancien ministre de l'environnement, voit dans le vote en faveur de Lionel Jospin « un geste de résistance ». « Ces électeurs ont voulu résister au cumul de tous les pouvoirs par les mêmes. Ils ont voulu résister au recul des acquis sociaux et des libertés publiques », a-t-elle continué, avant de se dire confiante dans la « dynamique de l'union ».

■ BRUNO MÉGRET, délégué général du Front national, a dénoncé les « mises en scène fallacieuses » pendant la campagne du premier tour, les résultats montrant, selon lui, que Jean-Marie Le Pen fait partie du « quatuor des grands candidats ». Désormais, le Front national est encore plus « légitime et représentatif », a-t-il ajouté, évoquant une « marée montante de la droite nationale ».

■ JEAN-CLAUDE MARTINEZ, membre du bureau politique du Front national, a déclaré que le président qui va être élu sera « un président au rabais dans une République qui allait être soldée ». Prenant pour cible les moyens d'information, il a indiqué que, « si l'ensemble des médias n'avaient pas pratiqué un hold-up sur la démocratie, en donnant au cours des quatre derniers mois 24 heures 26 minutes à Jospin, Jean-Marie Le Pen serait ce soir au second tour ».

■ SOS-RACISME s'est déclaré « extrêmement inquiet du score réalisé par les partis d'extrême droite », en demandant aux deux candidats du second tour de « condamner sans concession ces idées ». « C'est la première fois dans notre histoire que, dans le cadre d'une élection, le mouvement xénophobe et raciste dépasse les 20 %, estime SOS-Racisme. Cela constitue d'abord l'échec de la politique menée par le gouvernement actuel et son ministre de l'intérieur, Charles Pasqua. »

■ NICOLE NOTAT, secrétaire générale de la CFDT, « souhaite résolument que le deuxième tour soit l'occasion d'un débat approfondi et clarificateur sur les programmes » de Lionel Jospin et de Jacques Chirac. Elle se félicite que, par leur vote, « les Français permettent que le deuxième tour donne lieu à une confrontation entre deux candidats issus de la majorité et de l'opposition ». La responsable de la centrale syndicale juge, en outre, que « la persistance d'un vote à un niveau élevé en faveur de l'extrême droite est très préoccupante pour la démocratie mais aussi significative d'une inquiétude et d'un grand désarroi des Français face à l'avenir ». « Ce courant politique s'inscrit et prospère dans notre pays », regrette M^{me} Notat.

Le Monde
EN POCHES

Le Monde
POCHES
MONNAIE MONNAIES

37F

Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde ÉDITIONS MARABOUT

Le Monde éditions

Dessins de Plantu,
l'Histoire au jour le jour,
l'album du Festival d'Avignon

Commune par Minitel, envoi à domicile

36 15 LEMONDE

“Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve”

Tourisme Québec

MONTREAL 1 790 F

• vol aller retour
• départ de Paris
• hors taxes aériennes
• à certaines dates
• 160 agences en France
• (1) 41 41 58 58
• 3615 NF*

Nouvelles Frontières

Tout le monde s'y retrouve

1.27 la minute

La dispersion de l'électorat français suscite de l'appréhension en Europe

Le score du Front national inquiète l'Allemagne

Le premier tour de l'élection présidentielle française ne donnait lieu, lundi matin 24 avril, qu'à très peu de réactions à l'étranger. L'annonce des résultats, la

veille, avait néanmoins créé une surprise unanime. C'est surtout l'éclatement de l'électorat qui suscite l'inquiétude.

IL EST VRAI que certains pays avaient des préoccupations intérieures plus immédiates, comme les Etats-Unis, traumatisés par l'attentat d'Oklahoma City, ou l'Italie, à l'affût du score qu'allait réaliser Silvio Berlusconi aux élections régionales et municipales de dimanche. Comme en France, l'effet de surprise provoqué par la première place de Lionel Jospin domine les analyses. En Grande-Bretagne, ce résultat est même qualifié de « choc » par la BBC et de « bouleversement majeur » par la chaîne de télévision Sky News. D'une manière générale, comme en témoignent aussi les premières retombées sur les marchés des changes en Asie, les commentateurs étrangers sont surtout sensibles à l'incertitude qu'engendrent l'éclatement de l'électorat français et la forte proportion des

tenait un tel résultat chez nous, on assisterait à une crise internationale », estiment beaucoup d'Allemands, réellement choqués par cette confirmation de l'installation de l'extrême droite en France. Les *Republikaner*, qui n'avaient pas dépassé la barre des 5 % aux élections législatives d'octobre 1994, n'ont donc pas de députés au Bundestag. L'analyse de certains, comme Karl Lamers, porte-parole du groupe parlementaire CDU/CSU pour la politique étrangère, consiste à additionner les voix de Le Pen, de de Villiers, de Robert Hue et d'Arlette Laguiller pour conclure : « Plus de 30 % des électeurs français ont voté contre le système ». Les institutions de la V^e République sont-elles à même de répondre aux préoccupations des Français ?

Au fond, l'élection du 23 avril ré-

gement de ton de la part de la prestigieuse maison qui rectifiait le tir : « *Malgré le peu d'amour qui portent les Français à François Mitterrand, M. Jospin l'a emporté, mais la victoire de M. Chirac est quasi assurée au deuxième tour, vu le rapport de force gauche-droite.* »

Aucune des quatre chaînes britanniques n'avait organisé de direct pour ce premier tour du scrutin, à l'inverse de ce qui s'était passé pour l'élection présidentielle américaine ou la dernière consultation allemande. La campagne n'en avait pas moins suscité un vif intérêt outre-Manche : « *Jospin à gauche, Chirac à droite, et Balladur au centre ; c'était un triptyque dans lequel les Britanniques se reconnaissent facilement. La France reste la première destination touristique, et avec une victoire de Chirac, le franc risque enfin de baisser par rapport au sterling, ce qui intéresse beaucoup de gens.* », estime Anthony Sampson, auteur du fameux *Anatomie de la Grande-Bretagne*.

ESPOIRS CONTRADICTOIRES

Pour les médias britanniques, la victoire de Jacques Chirac au second tour ne fait pas de doute, malgré son mauvais score de dimanche. Pour le correspondant de la BBC, ce résultat « *signifie que les doutes sur sa capacité de jugement politique qui avaient fait échouer ses deux précédentes candidatures à la présidence n'ont pas été entièrement dissipés.* » La personnalité de M. Chirac, dont la politique européenne suscite des espoirs contradictoires dans les milieux conservateurs, reste largement une énigme pour les britanniques. Edward Pearce, chroniqueur du *Guardian*, le quotidien de gauche, estimait dimanche que « *Chirac est exactement le type de Français que les Britanniques redoutent : combatif, rapide et... difficile. Balladur nous ressemblait tellement...* »

En Espagne, où les socialistes au pouvoir se félicitent du résultat de Lionel Jospin, on préférerait se garder de trop commentaires à droite. La première chaîne de télévision (publique) avait consacré une courte émission spéciale à 20 heures pour donner les premières estimations et faire le portrait des principaux candidats. Les quotidiens *El Mundo* et *ABC* tiraient, lundi matin, sur les divisions de la droite. *Diario 16* considère que la victoire de M. Jospin est un avertissement à M. Chirac : « *Près de quarante millions de Français ont douté devant le manque de leader de la taille d'un de Gaulle, Giscard ou Mitterrand,* », titre-t-il.

De nos correspondants à Bonn, Londres et Madrid

Les électeurs n'ont pas davantage souhaité éliminer la gauche, et disqualifier un homme si évidemment porteur d'une promesse de rénovation de la gauche et de rupture avec le système de pouvoir qui a prévalu pendant quatorze ans, et pour qui la voie de la reconstruction est désormais ouverte.

Les électeurs ont mis en garde Jacques Chirac contre la tentation de restaurer « l'Etat-RPR »

Lionel Jospin aurait tort, cependant, au lendemain de la surprise qu'il a su créer, de se considérer comme vainqueur. La gauche est minoritaire, le retour des socialistes n'est pas souhaité : ceux-ci n'ont pas été lavés de tous péchés ; ils ont deux handicaps qu'il leur faut encore remonter, moral et social ; et gare à tout ce qui pourrait ressembler à un quelconque retour de l'arrogance socialiste. Bref, si M. Jospin cède à son parti, s'il reste enfermé dans les frontières du socialisme, son résultat sera

Les marchés financiers pris à contre-pied ont réagi par un repli immédiat

Le franc est tombé à Tokyo à 3,58 pour un mark dans la nuit de dimanche à lundi. Les investisseurs étrangers semblent mal accueillir les résultats du premier tour

DIMANCHE 23 AVRIL, 19 h 15. « *C'est Darty, il y a des télépartout* », lance un opérateur en arrivant dans la salle de marchés de ce grand établissement financier parisien, spécialement aménagée pour la circonstance. Quatre écrans géants ont été installés le long d'un mur. « *Cela rappelle la guerre du Golfe, quand on travaillait avec CNN branché en permanence* », se souvient un autre professionnel. L'ambiance est détendue, on commente le taux d'abstention entre deux petits fours et une coupe de champagne, on jette un œil sur un *Tex Avery* programmé sur Canal Plus, mais les cravates et les incontournables bretelles sont là pour rappeler qu'« *on est venu pour travailler* ».

A événement exceptionnel, dispositif exceptionnel. Le Matif - le marché à terme international de France - avait décidé d'ouvrir dimanche, de 20 heures à 22 heures, son système international de transactions électronique Globex. Habituellement, ce système est ouvert dans les deux heures qui précèdent et qui suivent la séance de transactions à la criée du palais Brongniart (de 9 heures à 17 heures). En pianotant sur son écran, il est possible grâce à Globex d'acheter ou de vendre des contrats à terme sur taux d'intérêt ou sur indices boursiers. En dépit de cette ouverture officielle, certaines grandes banques ont décidé de rester portes closes dimanche soir. « *C'est le type même du marché dangereux où l'on peut perdre beaucoup d'argent car les volumes sont très faibles* », commentait vendredi 21 avril au soir, un patron de salle de marché. Un autre professionnel rappelle que « *la première réaction du marché est souvent trompeuse* ». Dans les premières heures qui avaient suivi le début de la guerre du Golfe, le marché avait commencé par baisser très fortement, mais il s'était envolé le lendemain. La victoire du « oui » lors du référendum sur le traité de Maastricht avait d'abord provoqué, le dimanche 20 septembre 1992 au soir, une vive hausse du franc. Lundi 21 septembre, le franc était en chute libre !

19 h 40. Brusque tension dans la salle des marchés. « *Jospin serait en tête et Balladur et Chirac se tiendraient dans un mouchoir de poche* », lance un opérateur. « *C'est vrai que Séguin n'a pas sa tête des bons jours* », ajoute un autre. 20 heures : les premières estimations officielles tombent. « *C'est à peine croyable* », soupire un intervenant, mais qui n'a pas le temps de s'attarder dans ses commentaires. Les téléphones sonnent.

Le Matif vient d'ouvrir. La baisse est immédiate, brutale. Le contrat notional - le contrat à terme sur les obligations d'Etat françaises -, mais aussi le meilleur baromètre du marché français, perd rapidement 30 centimes, puis 50 centimes, pour se stabiliser sur un recul de 70 centimes. Le contrat à terme sur l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris cède 2 %. Le franc tombe, quant à lui, à 3,58 pour 1 deutschemark (contre 3,5350, le 21 avril, en clôture), mais les volumes sont très faibles.

« ON A ÉVITÉ LE PIRE »

Les investisseurs étrangers ne sont pas intervenus. Quelques-uns d'entre eux ont quand même pris soin de téléphoner, d'Oslo ou de Chicago, pour prendre le pouls du marché français et avoir des commentaires plus précis sur les premiers résultats. « *Le marché a été surpris, il n'aime pas ça* », analyse un professionnel. Sur la foi des derniers sondages officiels publiés, mais aussi officieux, qu'ils avaient pu se procurer au cours de la semaine précédant le scrutin, les opérateurs des marchés financiers étaient persuadés que Jacques Chirac devancerait assez nettement ses adversaires. Leur seule incertitude, et donc leur seule inquiétude, portait sur le nom de l'adversaire au second tour du maire de Paris. Le fait que Lionel Jospin arrive en tête les a pris totalement à contre-pied.

« *On a évité le pire* », commente toutefois un opérateur sur le marché des emprunts d'Etat d'une grande banque française. Le pire cas de figure, selon lui, aurait été un affrontement Edouard Balladur-Jacques Chirac qui aurait incité le maire de Paris à « *radicaliser et socialiser* » son discours. Les attaques lancées il y a dix jours par le maire de Paris contre le gouverneur

de la Banque de France ont amené les investisseurs étrangers à s'interroger sur un possible abandon de la politique de franc fort. Jacques Chirac a eu beau par la suite réaffirmer son « *attachement à la stabilité du franc* », les opérateurs n'ont pas été entièrement convaincus. Dans le cas d'un affrontement avec Edouard Balladur, ce soupçon se serait trouvé immanquablement renforcé.

Un duel Jacques Chirac-Lionel Jospin serait, à cet égard, plutôt rassurant. Opposé au candidat socialiste, le maire de Paris devrait chercher à rassurer l'électorat conservateur, donc le petit épargnant français, mais aussi le gros investisseur institutionnel non résident. « *Les étrangers sont habitués au combat droite-gauche. Ils ne seront pas déçus, ajoute un économiste d'une banque française. D'autant que les projections de vote donnent le candidat de droite largement gagnant !* » Toutefois, lundi matin, la tendance au repli se confirmait.

Un autre analyste jugeait, dimanche soir, que la belle performance obtenue par Lionel Jospin pourrait ne pas être du goût des investisseurs anglo-saxons, qui « *n'aiment pas par principe les socialistes* ». Il ajoutait que le très bon score de Jean-Marie Le Pen pourrait également effrayer les gérants de portefeuilles américains qui vivent en pleine psychose de l'extrême-droite depuis l'attentat d'Oklahoma City. Il estimait enfin que l'importance du vote protestataire, lié au taux de chômage record que connaît la France, mettrait nécessairement sur la sellette la politique économique suivie au cours des dix dernières années. Et son corollaire monétaire qu'est la politique du franc fort.

Pierre-Antoine Delhommais

La tendance à la baisse se confirme

Les investisseurs étrangers ont mal accueilli les résultats du premier tour. Lundi matin 24 avril, les premières transactions confirmaient la tendance à la baisse observée la veille au soir. A 7 h 30, le contrat à terme sur obligations d'Etat s'échangeait à 112,40, soit une baisse de 54 centimes par rapport à la clôture de vendredi. Le franc était en très net repli face à la monnaie allemande. Il s'inscrivait à 3,57 pour un deutschemark. Durant la nuit, sur la place de Tokyo, le franc était tombé jusqu'à 3,5850 pour un mark, non loin de son plus bas niveau historique de 3,59 mark atteint le 8 mars.

Cet accès de faiblesse du franc provoquait de vives tensions sur les taux d'intérêt à court terme, les opérateurs redoutant une hausse des taux directeurs de la Banque de France : le contrat Pibor 3 mois accusait une très forte baisse de 48 centimes à 92,15. Enfin, les cotations à terme laissaient prévoir un recul de 2 % de la Bourse de Paris. « *Un socialiste arrive en tête, l'extrême droite fait un très bon score, les sondages ne sont pas fiables, cela fait trois bonnes raisons de vendre le marché français quand on est investisseur étranger* », résumait un professionnel.

Exigence de clarté

Suite de la première page

En second lieu, même si la prime est allée, comme lors des scrutins précédents, à ceux qui étaient le mieux accrochés à une structure partisane - le RPR et le PS -, l'électorat obéit de moins en moins à des consignes générales, à des directives politiques, à des comportements politiquement structurés ; il exprime ses préoccupations, ses inquiétudes, et juge les promesses, veut juger sur place et sur pièces.

Enfin parce que, s'il y a un favori, ce dernier est sans dynamique. Car quatorze ans après s'être lancé une première fois dans la course à l'Elysée, sept ans après une deuxième tentative, Jacques Chirac progresse à peine : un point à chaque scrutin ! Il ne mobilise ni plus ni moins que son audience habituelle. Tant d'efforts, tant de sacrifices de tous ordres, de changements d'image, de discours, d'alliés même, puisque cette fois M. Giscard d'Estaing était de la partie, et pour quel résultat ? Comment ne pas admettre que cet homme a bel et bien un problème avec le pays, dont il devra tenir compte ! Et celui qui a tant insisté pendant sa campagne sur la méfiance qu'inspire aux Français le

« système », ou l'« établissement » pour reprendre une expression chère à M. Le Pen, devra convenir qu'il s'est trouvé au premier chef en butte à ce scepticisme-là, et qu'il ne suffit pas de dénoncer les élites pour s'abstraire de leur éventuelle condamnation. Aujourd'hui, Jacques Chirac, qui se voulait le champion d'un dépassement du clivage droite-gauche, se trouve ramené à la position de celui qui dirige, ni plus ni moins, le camp conservateur.

Les électeurs, donc, n'ont pas voulu donner à Jacques Chirac les moyens qu'il demandait, ils n'ont pas voulu le placer en position dominante, bref ils l'ont mis en garde contre la tentation de restaurer « l'Etat-RPR ». Ils n'ont pas voulu non plus sanctionner Edouard Balladur, ni surtout les thèmes qu'il a défendus ; un premier ministre à qui il a sans doute manqué quelques jours pour remonter son retard, et... quelques heures de réflexion pour adapter son attitude de second tour au message du corps électoral : ne l'avions-nous pas entendu nous promettre la « *culbute* » ou le « *chamboulement* » de l'économie en cas de victoire de M. Chirac ? Cela méritait à tout le moins un minimum de débat, sinon de respect des apparences, plutôt que le souci trop manifeste de l'avenir politique immédiat de certains de ses soutiens.

il de faire confiance à des entreprises déléguées d'une partie des charges sociales ? Et qui va porter l'effort de sauvetage d'un système de protection sociale déjà fortement amoindri sous les deux registres du remboursement et de la qualité des soins, ou bien s'agira-t-il de le bouleverser, en clair de le privatiser ? Sur l'immigration, que le résultat du champion de l'extrême droite incite à remettre à l'ordre du jour, du moins à droite, et plus généralement sur les libertés, veut-on continuer dans le sillage de Charles Pasqua, ou propose-t-on d'en sortir ? Bref, quelle part sera faite aux électeurs de M. Le Pen, quand il faudrait de la pédagogie démocratique, encore de la pédagogie, tous

jours de la pédagogie ? Des réponses dépendront, naturellement, le destin du pays.

Mais, quoi qu'il arrive, celui-ci ne sera pas facile à gouverner : si Jacques Chirac l'emporte, car se posera un problème de grand écart entre les différentes composantes de son rassemblement ; si Lionel Jospin réussit, car se poserait pour lui la difficile question d'un gouvernement de coalition. Autant donc être sérieux, ici et maintenant, et s'écarter du flou pour tracer enfin une perspective, un cadre à l'intérieur duquel la confiance puisse renaître. Sans faux-semblants et en toute clarté.

J.-M. C.

Les stratégies de Lionel Jospin et de Jacques Chirac

Demain dans les pages « France »

Le Monde

SONDAGE Une enquête réalisée par BVA à la sortie des bureaux de vote permet d'analyser la composition des

électorats des candidats. Les candidats socialiste et néogaulliste ont pris appui, le 23 avril, sur des électors

bien différents de ceux qui avaient soutenu François Mitterrand et Jacques Chirac en 1988. ● GAUCHE. Lionel Jos-

pin est parvenu à mettre un terme à la baisse du PS mais il n'a pas réussi à rassembler sur son nom les électeurs de

moins de 35 ans, ni l'électorat populaire. ● JEUNES. Contrairement à 1988, Jacques Chirac est parvenu à attirer

sur son nom un électorat jeune, mais son discours volontariste l'a coupé de l'électorat de plus de soixante ans.

La structure de l'électorat de M. Chirac a beaucoup changé en sept ans

M. Jospin n'a pas su conserver le soutien des jeunes qui avait fait la force de M. Mitterrand en 1988. S'il a réussi à attirer une partie des électeurs de toutes les familles de gauche, il a dû laisser à M. Le Pen ceux qui se classent parmi les « défavorisés »

COMME EN 1988, le candidat socialiste, celui qui rassemble la majorité des électeurs du RPR et celui qui soutiennent les principales familles de l'UDF composent, avec Jean-Marie Le Pen, la hiérarchie du premier tour de l'élection présidentielle. Mais la similitude se limite à cet ordre d'arrivée et aux scores de Jacques Chirac et du président du Front national (19,9 % et 20,7 % pour le premier, 14,4 % et 15 % pour le second). L'analyse sociologique du profil de leur électorat fait apparaître de singulières évolutions dans la composition des soutiens des quatre premières forces politiques françaises.

1993 et européennes de 1994) avaient mis en évidence la perte d'influence de l'étiquette socialiste au sein de l'un des socles sociologiques du Parti socialiste, le monde salarié. M. Jospin est parvenu partiellement à mettre un terme à cette dérive. Le meilleur score du candidat socialiste est enregistré parmi les professions intermédiaires (cadres moyens, milieu enseignant), mais sa capacité d'attraction sur des milieux salariés plus modestes (ouvriers et employés) reste faible alors qu'a contrario il dispose de soutiens plus importants chez les cadres supérieurs.

M. Jospin n'a pu rassembler

tion des jeunes, des salariés et des ouvriers. En 1995, les nouvelles frontières de cet électorat se sont déplacées, par la force de la concurrence qui a opposé le maire de Paris à l'actuel premier ministre. Edouard Balladur apparaît comme le gardien du cœur traditionnel de la France de droite, plus présente dans les milieux sociaux de la ruralité (artisans, commerçant, agriculteurs) et chez les inactifs. L'identité politique de cet électorat ne fait guère de doute : 73 % des Français proches de l'UDF se sont rassemblés derrière le premier ministre.

Le niveau de fidélité de l'électorat gaulliste, plus important en

tangibles, mais à double tranchant. Contrairement à 1988, il a convaincu une majorité relative des jeunes de moins de 25 ans (28 % de l'ensemble de cette classe d'âge) et particulièrement des jeunes hommes (32 %). En revanche, le discours que lui a opposé le premier ministre, mettant en avant « les risques des aventures et des promesses », explique sans doute la faiblesse de ses soutiens chez les personnes âgées (17 % ont voté pour M. Chirac, 36 % pour M. Balladur).

La primaire entre Edouard Balladur et Jacques Chirac a provoqué dans différentes catégories sociales de profondes divisions sans que jamais l'un des deux protagonistes puisse s'y imposer nettement. Dans chaque milieu social confronté à cette primaire inédite, tout semble se passer comme si s'étaient créées une « culture » balladurienne et une « culture » chiracienne, y compris dans des catégories longtemps acquises au maire de Paris comme les agriculteurs (24 % pour M. Balladur, 29 % pour M. Chirac).

Cette concurrence s'est manifestement structurée, beaucoup plus que pour tous les autres candidats, autour des personnalités des deux rivaux. Alors que, dans tous les électors, le projet et les idées défendues l'emportent massivement pour expliquer le vote, dans les motivations des électors de M. Balladur et de M. Chirac, le rapport est nettement plus équilibré par le poids significatif des élec-

n'est pas non plus la même qu'il y a sept ans. La composante ouvrière y est plus présente (M. Le Pen obtient son meilleur score chez les ouvriers, 27 %, alors qu'il ne recueillait que 16 % de leurs suffrages en 1988). Le candidat du FN obtient également la majorité relative des voix des Français qui ont arrêté leurs études entre 15 et 16 ans. Enfin, M. Le Pen réalise ses meilleurs performances chez les électeurs qui se sont eux-mêmes définis, dans cette enquête, comme faisant partis des « classes populaires » (19 %) et plus encore des classes « défavorisées » (34 %).

L'électorat du 23 avril est un électorat majoritairement inquiet pour son avenir personnel ou professionnel

La force du Front national et la performance de son chef de file s'appuient, comme à chaque échéance importante, sur la fidélité de ses sympathisants. 80 % des sympathisants du FN se sont portés sur M. Le Pen. Un niveau équivalent des électeurs qui avaient voté pour lui en 1988 l'ont suivi en

Maastricht contre respectivement 20 % et 18 % pour M. Chirac et pour M. Balladur. Amenés à identifier la position politique de leur candidat, une nette majorité des électeurs de Jean-Marie Le Pen le place « très à droite » sur l'échiquier politique. Ils sont les plus sévères à l'égard du système politique (69 % jugent que la démocratie, en France, « fonctionne mal »). Enfin, ils sont, comme les électeurs d'Ariette Laguiller et de Robert Hue, trois sur quatre à se déclarer « inquiets » de leur situation personnelle et professionnelle. Elections après élections, Jean-Marie Le Pen et le Front national consolident leurs positions sur le terrain de l'angoisse et de l'exaspération ; ils apparaissent comme les représentants efficaces du populisme de droite.

A gauche, la contestation portée par la candidate de Lutte ouvrière et par celui du Parti communiste s'exprime par un jugement critique nettement majoritaire à l'égard du fonctionnement de la démocratie (61 % pour les sympathisants de M^{me} Laguiller, comme pour ceux de M. Hue). Si les contours sociologiques de l'électorat de M. Hue ne font apparaître aucun trait fondamentalement nouveau, il faut cependant s'arrêter un instant sur les ressorts du score « historique » de la porte-parole trotskiste. Elle enregistre ses meilleures performances chez les femmes actives salariées, chez les instituteurs, chez les sympathisants de l'extrême gauche, bien sûr, mais aussi

Tableau 1 : PROFIL SOCIOLOGIQUE

	Laguiller	Hue	Jospin	Voynet	Balladur	Chirac	de Villiers	Le Pen	Cheminade	Total
Ensemble des électeurs	5	9	24	3	19	20	5	15	0	100
Hommes de										
18-24 ans	6	7	19	4	10	32	3	19	0	100
25-34 ans	6	9	21	3	16	23	4	17	1	100
35-49 ans	5	10	24	4	16	19	5	17	0	100
50-64 ans	4	8	21	1	24	20	5	17	0	100
65 ans et plus	2	10	19	1	35	16	2	15	0	100
Femmes de										
18-24 ans	7	6	29	7	14	23	4	10	0	100
25-34 ans	7	10	29	4	13	17	4	16	0	100
35-49 ans	7	8	27	5	17	16	7	13	0	100
50-64 ans	3	8	23	2	25	21	6	12	0	100
65 ans et plus	2	8	20	1	37	19	4	9	0	100
Electeurs votant pour la 1 ^{re} fois	6	7	23	5	13	21	3	21	1	100
Profession de l'interviewé										
Agriculteur exploitant	5	5	13	1	27	29	9	14	0	100
Artisan, petit commerçant	3	5	8	1	24	28	7	21	0	100
Profession libérale, scientifique, cadre supérieur	4	5	26	5	21	24	6	6	1	100
Profession intermédiaire	7	7	31	5	17	19	4	10	0	100
Employé	8	10	23	3	15	17	5	19	0	100
Ouvrier	7	15	21	1	10	15	4	27	0	100
Statut de l'interviewé										
Salarié	7	9	26	4	16	17	5	16	0	100
A son compte	2	4	12	2	25	31	7	17	0	100
Chômeur	6	11	24	4	13	20	3	18	1	100
Femme au foyer	3	6	20	3	24	20	8	16	0	100
Étudiant	6	6	30	6	10	28	3	11	0	100
Retraité	3	9	20	1	32	19	4	12	0	100
Age de fin d'études										
14 ans et moins	4	12	19	2	23	17	5	18	0	100
15 à 16 ans	5	9	20	1	17	19	5	24	0	100
17 à 18 ans	6	9	21	2	21	18	5	18	0	100
19 à 21 ans	5	8	23	3	20	21	6	14	0	100
22 ans et plus	5	6	29	6	16	25	4	9	0	100
Religion										
Catholiques pratiquants	4	3	15	2	37	26	5	8	0	100
Catholiques non pratiquants	4	7	21	3	21	23	5	16	0	100
Sans religion	9	16	32	5	8	12	2	15	1	100
Sentiment d'appartenance sociale										
Privilegiés	6	5	22	3	25	22	6	11	0	100
Gens aisés	3	4	18	3	27	31	5	8	1	100
Classes moyennes supérieures	4	4	25	4	25	24	4	10	0	100
Classes moyennes inférieures	6	10	25	4	17	18	5	15	0	100
Classes populaires	8	17	25	3	11	13	4	19	0	100
Défavorisés	5	13	17	3	10	15	3	34	0	100

Cela vaut tout particulièrement pour Lionel Jospin. En 1988, la première spécificité de l'électorat de François Mitterrand, au premier tour, était sa jeunesse. Ce n'est plus tout à fait le cas pour le candidat socialiste sept ans plus tard. L'« effet-âge » ne joue pas véritablement pour les hommes. Le candidat socialiste réalise chez les moins de 35 ans des scores inférieurs à sa moyenne nationale ; en revanche, les femmes du même âge votent pour lui dans une proportion supérieure à celle dont bénéficient les autres candidats.

La primaire entre Edouard Balladur et Jacques Chirac a provoqué dans différentes catégories sociales de profondes divisions sans que jamais l'un des deux protagonistes puisse s'y imposer nettement

Les trois dernières grandes consultations nationales (élections régionales de 1992, législatives de

qu'une moitié de la composante populaire de l'électorat de Bernard Tapie lors des élections européennes. Il n'attire à lui que 17 % des Français qui se considèrent comme appartenant à un milieu « défavorisé ». En dépit de ces faiblesses, liées à l'héritage des défaites socialistes du second septennat de François Mitterrand, M. Jospin s'est montré capable de susciter une dynamique de vote utile, décisive pour expliquer son score surprenant. Les enquêtes pré-électorales avaient mesuré une érosion régulière des intentions de vote des électeurs socialistes en faveur de M. Jospin. Il semble bien qu'au moment décisif, un sursaut, inspiré par la crainte de son absence au second tour, ait permis d'enregistrer au sein de sa propre famille un niveau de vote satisfaisant, proche de 80 % (78 %).

De l'extrême gauche à l'écologie, le candidat du PS mord à la marge sur des familles voisines dont certaines étaient pourtant représentées par des candidats remarqués pour le dynamisme de leur campagne. Face à Ariette Laguiller et Robert Hue, M. Jospin a convaincu respectivement 21 % des sympathisants d'extrême gauche et 11 % des sympathisants communistes. Il a également profité de la fragilité de l'offre écologiste (23 % des sympathisants de Génération écologie et 12 % de ceux des Verts).

L'électorat chiracien de 1988, décrit dans une précédente enquête BVA publiée par Le Monde au lendemain de cette présidentielle, se caractérisait par les marques traditionnelles de l'électorat de droite : poids des inactifs, des catégories les plus aisées, des indépendants ; faible représenta-

nombre d'électeurs que celui de l'UDF, est moins élevé : Jacques Chirac a recueilli 61 % des suffrages des sympathisants gaullistes. Un quart de cet électorat a opté pour M. Balladur. C'est là, probablement, une cause mécanique du faible écart entre les deux hommes. Pour le maire de Paris, le choix des thèmes du changement et de l'appel « aux forces vives » a, sans aucun doute, eu des effets

teurs qui privilégient dans leurs choix la « personnalité ». Le maire de Paris obtient chez les actifs des scores supérieurs mais son avance sur le premier ministre reste toujours très étroite, voire sans signification statistique. La capacité manifestée par M. Chirac et M. Balladur à mobiliser la France active camoufle, en fait, de réelles fragilités dont Jean-Marie Le Pen reste le principal bénéficiaire. Le premier ministre et le futur adversaire de M. Jospin obtiennent des scores inférieurs à ceux du président du Front national chez les employés et surtout chez les ouvriers.

Tout comme on vient de le constater pour M. Chirac, la sociologie de l'électorat de M. Le Pen

1995 (77 %). C'est aussi un électorat qui trouve des sources de renouvellement, notamment lorsque l'on constate que 21 % des électeurs qui ont voté pour la première fois l'ont fait en faveur du candidat de l'extrême droite, soit un niveau équivalent à celui obtenu par Jacques Chirac (21 %) et Lionel Jospin (23 %).

Le positionnement pro-européen des deux grands candidats de la droite ont, par ailleurs, eu pour effet de faire du président du FN le premier porte-drapeau des adversaires du traité de Maastricht. Devançant nettement Philippe de Villiers, lui aussi hostile à l'actuelle construction européenne, M. Le Pen a recueilli 26 % des suffrages des électeurs ayant voté « non » à

chez les sympathisants écologistes. Sa percée diversifie logiquement la perception qu'ont ses électeurs de son positionnement politique : ils sont « seulement » 40 % à la situer « très à gauche », 30 %, « à gauche », et 19 % « ni à gauche, ni à droite ».

La performance de la candidate de Lutte ouvrière est un indice supplémentaire du contexte économique et social qui aura marqué cette sixième élection présidentielle. L'électorat du 23 avril est un électorat majoritairement inquiet pour son avenir personnel ou professionnel, et qui, après l'expression, traditionnelle dans les enquêtes d'opinion, de la priorité de la lutte contre le chômage cite, dans l'ordre : l'inégalité sociale (34 %), le pouvoir d'achat et les salaires (33 %), l'exclusion et la pauvreté (31 %), la sécurité sociale et les retraites (30 %).

Cette hiérarchie, lourde de sens pour l'après-présidentielle, conduit logiquement à l'exigence de « changements profonds ». C'est le souhait exprimé par 54 % des électeurs quand on les interroge sur ce qu'ils attendent du prochain septennat, contre trente-quatre pour cent qui privilégient une logique de « réformes progressives ». Face à cet appel à une alternance de rupture, voulue par le plus grand nombre des électeurs qui se sont prononcés pour les candidats de gauche, Dominique Voynet, Jacques Chirac, Philippe de Villiers et Jean-Marie Le Pen, seuls les électeurs d'Edouard Balladur expriment à une nette majorité leur préférence pour la seconde méthode, moins brutale, montrant par là même l'isolement du premier ministre au moment de défendre sa méthode de « la rupture sans fractures ».

Pierre Giacometti et Gilles Paris

★ Pierre Giacometti est directeur des études politiques de l'institut de sondage BVA.

Tableau 3 : ORIGINE POLITIQUE

	Laguiller	Hue	Jospin	Voynet	Balladur	Chirac	de Villiers	Le Pen	Cheminade	Total
Ensemble des électeurs	5	9	24	3	19	20	5	15	0	100
Electeurs se positionnant...										
Très à gauche	24	39	20	5	2	3	2	5	0	100
A gauche	8	26	56	4	2	2	0	2	0	100
Plutôt à gauche	7	9	65	7	3	4	1	4	0	100
Ni à gauche ni à droite	8	4	14	5	20	21	7	20	1	100
Plutôt à droite	1	0	1	1	40	39	7	11	0	100
A droite	0	0	0	0	35	38	8	19	0	100
Très à droite	0	0	2	0	7	10	4	77	0	100
Electeurs proches de...										
Extrême gauche	30	9	21	2	10	9	5	14	0	100
Parti communiste	5	72	11	1	2	3	1	5	0	100
Parti socialiste	6	5	78	2	3	2	1	3	0	100
Génération Ecologie	10	3	23	35	4	6	7	11	1	100
Les Verts	8	2	12	52	4	13	3	5	1	100
UDF	1	1	2	0	73	15	5	3	0	100
RPR	1	0	0	0	25	61	6	7	0	100
Front national	1	1	5	1	5	4	3	80	0	100
Aucun parti	10	6	13	4	23	19	9	15	1	100
Ont voté au référendum sur Maastricht										
OUI	4	6	34	4	22	21	3	6	0	100
NON	5	13	8	2	18	20	8	26	0	100
Ont voté aux élections européennes en 1994										
Pour la liste Bernard Tapie	6	9	48	2	10	15	1	9	0	100
Pour la liste Philippe de Villiers	1	1	1	0	24	31	36	6	0	100
Ont voté au premier tour de la présidentielle 1988										
François Mitterrand	6	10	56	4	7	7	2	8	0	100
Raymond Barre	1	1	4	1	65	13	8	7	0	100
Jacques Chirac	0	1	0	0	33	51	7	8	0	100

Les électeurs ont voté pour le candidat le plus proche de leurs préoccupations

Les motivations des partisans de M. Chirac et de M. Balladur sont fortement distinctes

38 % des électeurs affirment avoir voté pour le candidat qu'ils estimaient le plus proche de leurs préoccupations. M. Balladur a réussi

à arracher des suffrages à M. Chirac, dans les derniers temps de la campagne en mettant en avant le thème de la confiance, alors que

les électeurs du maire de Paris, comme ceux de M. Le Pen, ont reproché au premier ministre de ne pas avoir incarné le changement.

Au vu des réponses des personnes interrogées, M. Chirac symbolise mieux l'aspiration à ce changement que M. Jospin.

AU-DELÀ de la mise en concurrence entre projets et personnalités des candidats, au-delà de l'importance variable des enjeux, l'élection présidentielle met en évidence des motivations plus profondes liées à la spécificité de ce scrutin, notamment dans la relation qu'elle organise entre le candidat et ses électeurs. L'enquête BVA permet de hiérarchiser la position de quatre de ces motivations qui renvoient à la perception qu'ont les électeurs des protagonistes du scrutin. Preuve supplémentaire de l'importance du

contexte social et de l'inquiétude des Français, une majorité privilégiée, dans l'explication de son vote, le fait que le candidat de son choix est « proche de ses préoccupations » (38 %), 21 % retiennent le fait que ce candidat inspire confiance, 19 % qu'il incarne le changement, et enfin 16 %, seulement, qu'il a « la stature d'un chef d'Etat ».

A chaque électoralat correspond une combinaison spécifique de ces critères. Le point commun aux candidats de gauche est la dimension de proximité, citée par plus de

50 % des électoralats d'Arlette Laguiller, de Robert Hue, de Lionel Jospin ainsi que de Dominique Voynet. Alors que les électeurs du candidat socialiste privilégient ensuite la confiance, ceux de M^{me} Laguiller et de M. Hue font référence à l'incarnation du changement.

Les sensibilités des électoralats d'Edouard Balladur et de Jacques Chirac s'opposent totalement, ou presque. La confiance et la dimension d'homme d'Etat l'emportent nettement auprès de l'électorat du premier ministre, rejetant les critères de proximité et de change-

ment. L'électorat chiraquien privilégié, lui, le plus fréquemment la combinaison stature de chef d'Etat/changement. Quant à l'électorat de Jean-Marie Le Pen, il est de tous le plus sensible à la crédibilité de son candidat en matière de volonté de changement.

Cette grille de motivation peut expliquer utilement les motifs pour lesquels certains électeurs ont finalement, après avoir longtemps hésité, renoncé à voter pour ce qui aurait pu être un autre choix. Dans cette enquête réalisée auprès d'électeurs venant d'accomplir leur devoir électoral, la plus importante zone d'hésitation identifiée est celle regroupant ceux qui disent qu'ils auraient pu voter pour Jacques Chirac, mais qui se sont ouverts une alternative : un vote favorable au premier ministre ou un vote favorable à Jean-Marie Le Pen.

LE CHANGEMENT

Ceux qui, dans la dernière phase de la campagne, ont choisi Edouard Balladur donnent pour principale explication de leur choix le fait que M. Chirac ne leur inspirait pas confiance. Ceux qui ont opté pour le président du Front national mettent en avant le fait que le maire de Paris apparaissait comme « trop éloigné » de leurs préoccupations. La perte d'électeurs potentiels du premier ministre, pendant la campagne, au bénéfice de Jacques Chirac ou, dans une moindre proportion, de Jean-Marie Le Pen, trouve une explication commune. Ces électeurs reprochent à M. Balladur de ne pas avoir su incarner « le changement ».

Une majorité d'électeurs assure qu'ils n'ont pas fait de liens entre l'action du gouvernement actuel et leur vote (44 %), alors qu'une minorité (32 %) a voulu exprimer son opposition à l'action gouvernementale de M. Balladur et que seulement 20 % ont souhaité témoigner de son soutien. Ces 20 % représentent, en réalité, l'électorat balladurien.

Face à l'absence de président sortant et au constat que le bilan du gouvernement ne semble pas peser d'une manière décisive dans le vote des Français, les deux candidats du second tour ont pour objectif de s'approprier la thématique du changement, alors que M. Jospin et M. Chirac sont dépositaires de deux héritages : celui de deux septennats mitterrandistes pour le candidat socialiste, celui de l'action d'un chef de gouvernement - qui, d'ores et déjà, a annoncé qu'il le soutiendra - pour Jacques Chirac. Interrogés le jour du premier tour sur celui qui incarnait le plus ce changement entre M. Balladur, M. Chirac et M. Jospin, c'est l'ancien président du RPR qui dispose, pour les électeurs, au moment où démarre la campagne du second tour d'un avantage en la matière (40 % contre 31 % à M. Jospin).

En matière de souhait d'élection et contrairement à son adversaire socialiste, le maire de Paris peut se prévaloir d'un solde positif. Les électeurs qui déclarent souhaiter « vraiment » son élection sont plus nombreux (18 %) alors que ceux qui estiment qu'il vaut mieux « Chirac que les deux autres » ne sont que 14 %. C'était également le cas pour M. Balladur (14 % de motivation « positive », contre 9 % de motivation « négative »), alors qu'il en va bien différemment pour Lionel Jospin. Le candidat socialiste peut se prévaloir du plus fort score : 19 % des électeurs estiment en effet que « mieux vaut Jospin que les deux autres », alors que 15 % assurent souhaiter « vraiment » l'élection de l'ancien premier secrétaire du PS.

M. Chirac favori pour le second tour

LES SURPRISES constituées par le bon score de Lionel Jospin et la contre-performance de Jacques Chirac ne remettent pas en question l'équilibre des forces, très favorable à la droite, dans la perspective du second tour de l'élection présidentielle. Selon l'enquête BVA, le résultat d'ensemble - obtenu sur la base des personnes ayant exprimé une intention de vote - serait de 57 % pour le maire de Paris, contre 43 % seulement au candidat socialiste.

A droite, les reports de voix sont particulièrement bons entre les deux candidats du RPR, puisque 74 % des électeurs d'Edouard Balladur se reportent sur M. Chirac. Il en va de même pour 68 % des électeurs de Philippe de Villiers, alors que 23 % ont déclaré opter pour l'abstention. L'ancien président du RPR obtient également des reports non négligeables du Front national (50 %).

A gauche, M. Jospin obtient de bons résultats auprès de Dominique Voynet - 55 % de ses électeurs envisagent de se reporter sur M. Jospin, alors que 27 % envisagent de s'abstenir - comme auprès de Robert Hue - 61 % envisagent de voter pour le candidat socialiste, alors que 29 % penchent pour l'abstention. En revanche, les électeurs d'Arlette Laguiller se partagent entre le vote Jospin (46 %), le vote Chirac (19 %) et l'abstention (35 %).

Les résultats de M. Jospin sont toutefois à examiner avec prudence, car ces intentions de vote en sa faveur ont été exprimées alors qu'il n'était pas sûr dans l'esprit des électeurs, compte tenu des dernières mesures d'opinion publiées, que le candidat socialiste figurerait bien au second tour.

Tableau 4 : LE MOMENT DU CHOIX

	Ensemble	Laguiller	Hue	Jospin	Voynet	Balladur	Chirac	De Villiers	Le Pen
Ils ont décidé de voter pour ce candidat...									
Il y a plusieurs mois	53	29	58	54	18	59	58	32	64
Il y a quelques semaines	20	24	18	23	23	17	20	28	15
Ces derniers jours	15	28	14	13	36	15	11	23	10
Au dernier moment	11	19	9	10	22	9	10	16	10

Tableau 5 : LES MOTIVATIONS

	Ensemble	Laguiller	Hue	Jospin	Voynet	Balladur	Chirac	De Villiers	Le Pen
Ce qui a compté en priorité...									
La personnalité du candidat	24	15	10	13	7	44	45	11	10
Le projet du candidat	70	80	87	82	90	52	51	88	86
La hiérarchie des atouts									
Il inspire confiance	21	18	16	23	11	41	15	22	5
Il a la stature d'un chef d'Etat	16	2	2	6	2	32	38	4	6
Il est proche de mes préoccupations	38	54	50	57	63	18	20	44	49
Il incarne le changement	19	21	30	10	21	6	24	28	37

Tableau 6 : LES MOTIVATIONS DU NON-CHOIX POUR M. JOSPIN, M. BALLADUR ET M. CHIRAC

	Electeurs qui auraient pu voter Jospin (8 %)		Electeurs qui auraient pu voter Balladur (14 %)		Electeurs qui auraient pu voter Chirac (19 %)	
Ces derniers mois ou dernières semaines, vous avez peut-être hésité entre plusieurs candidats. Finalement, pour quel autre candidat auriez-vous pu voter ?	Ont voté Hue	Ont voté Chirac	Ont voté Chirac	Ont voté Le Pen	Ont voté Balladur	Ont voté Le Pen
Quelle est la raison qui explique le mieux pourquoi vous n'avez pas voté pour ce candidat ?						
Il n'inspirait pas confiance	11	12	15	5	34	16
Il n'avait pas la stature d'un chef d'Etat	14	56	22	7	19	6
Il était trop éloigné de mes préoccupations	26	10	14	33	18	40
Il n'incarnait pas le changement	45	19	45	52	16	30

FICHE TECHNIQUE

L'enquête de BVA pour France 2, Europe 1, Paris Match et Le Monde a été réalisée dimanche 23 avril auprès de 6 343 électeurs venant de voter dans 200 bureaux répartis sur le territoire de la France métropolitaine. Tirés au sort à la sortie des bureaux de vote, les électeurs ont

été invités à remplir un questionnaire portant sur leur vote du jour, leurs votes antérieurs, leurs motivations et des sujets de société. Compte tenu de la faiblesse des effectifs, les résultats obtenus par Jacques Cheminade n'ont pas été reportés sur les tableaux 2, 4, 5, et 6, car ils étaient peu significatifs.

Les sondeurs, faux prophètes

Paris nettement surestimé.

Faut-il en conclure que les sondeurs se sont trompés ? A cette accusation, ceux-ci opposent plusieurs arguments.

Le premier, classique, est que les sondages préélectoraux ne sont pas des prévisions, mais, selon l'expression traditionnelle, des photographies instantanées de l'opinion. Il se trouve, ajoutent-ils, que depuis 1958 les anticipations des sondeurs se sont globalement vérifiées le jour du scrutin. Ces succès ne doivent pas conduire à les apprécier selon un tel critère.

Le deuxième argument, non moins classique, consiste à souligner la marge d'erreur des sondages, qui est de 2 % à 3 % pour des échantillons de 1 000 personnes. La commission des sondages avait rappelé, le 14 février, que « rien n'autorise à dire que le candidat arrivant en tête devance celui qui le suit ». Les instituts font observer que, compte tenu de cette marge d'erreur, les chiffres des dernières semaines, à quelques exceptions près, ne sont pas très éloignés du résultat final.

Troisième argument : jamais le nombre d'indécis, c'est-à-dire de personnes qui, tout en choisissant un candidat, affirmaient pouvoir encore changer d'avis, n'a été aussi important, augmentant même au cours de la dernière semaine pour atteindre plus d'un tiers de l'électorat. Mieux : selon l'enquête de BVA, 11 % des votants disent s'être déterminés le jour même du vote et 15 % dans les tout derniers jours.

Est-il bien honnête, disent les sondeurs, d'accuser l'instrument de n'être pas fiable alors que c'est l'objet mesuré qui est de plus en plus volatil, comme l'a montré notamment Pascal Perrineau, directeur du Cevipof (Centre d'étude de la vie politique française) ?

Quatrième argument : les instituts ne se sont pas trompés sur les évolutions, sauf dans le cas de Lionel Jospin. Ils avaient vu l'effritement de la position de Jacques Chirac, le tassement de celle d'Edouard Balladur, la percée de Jean-Marie Le Pen. S'ils n'avaient pas toujours mesuré l'ampleur de ces mouvements, au moins en avaient-ils perçu la direction. En revanche, il est vrai qu'ils n'avaient pas observé la poussée de Lionel Jospin. Ils en concluent que celle-ci a été tardive, l'appel au « vote utile » ayant finalement convaincu des partisans de M. Hue ou d'Arlette Laguiller de donner leurs suffrages au candidat du PS.

Prudence renouvelée

Que retenir de cette polémique ? D'abord que les instituts de sondage se sont heurtés à des difficultés techniques inattendues, que révèlent certaines incertitudes liées aux redressements et aux méthodes d'entretien. Pour les redressements, c'est-à-dire la correction des chiffres bruts afin de tenir compte des réticences de nombreux électeurs à avouer leurs préférences, notamment à l'extrême droite, les sondeurs se sont fondés tantôt sur les résultats des euro-

péennes de 1994, tantôt sur ceux des législatives de 1993, tantôt sur les deux, mais certains d'entre eux conviennent que ces précédents ne leur ont pas permis d'opérer des corrections satisfaisantes. Pour les méthodes d'entretien, il semble que les instituts qui travaillent par téléphone aient obtenu, dans leurs dernières enquêtes, de meilleurs résultats que ceux qui procèdent en face-à-face.

La deuxième leçon de l'« échec » des sondages est que la mobilité de l'électorat rend de plus en plus aléatoire le recours aux enquêtes d'opinion comme instrument de prévision. Cette utilisation a toujours été abusive, comme le répètent les sondeurs, mais elle trouvait jusqu'à présent un semblant de justification dans la relative adéquation entre les intentions de vote et les résultats réels. Une prudence renouvelée s'impose dans une période de recompositions et de reclassements politiques.

Enfin, au-delà des effets supposés des sondages sur le vote du corps électoral, il reste que leur multiplication tend à transformer la campagne en compétition sportive, le débat politique passant au second plan tandis que se renforce la personnalisation du système. De ce point de vue, c'est la responsabilité des médias, autant et plus que celle des sondeurs, qui se trouve engagée.

Thomas Ferenzi
★ Lire aussi, page 27, la chronique de Pierre Georges

Le LIVRE de POCHE

DROITS des étrangers

LE GUIDE

Préface de Fodé Sylla, président de SOS Racisme



Nationalité française
Droits sociaux • Mariage
Racisme • Justice • Police
Regroupement familial
Garde à vue • Etudiant
Reconduite à la frontière
Contrôle d'identité...

UN VOLUME DE 480 PAGES, 40 F